

fenaco
Baromètre
ville-campagne
2023

Rapport d'étude

Mars 2023

MENTIONS LEGALES

Baromètre ville-campagne fenaco, mars 2023

Client : fenaco

Mandataire : Sotomo, Dolderstrasse 24, 8032 Zurich

Équipe de projet : Michael Hermann, Anna John, Virginia Wenger

1	En bref	3
----------	----------------	----------

2	Le champ de tensions entre ville et campagne	10
2.1	Le paysage politique évolue	10
2.2	Le fossé entre ville de grande taille et campagne	15
2.3	Le profil politique de la ville et de la campagne	19
2.4	Le fossé ville-campagne : évaluations	21

3	Qui a le dernier mot ?	26
3.1	La domination des villes parfois remise en question	26
3.2	Où les préoccupations trouvent-elles un écho ?	29
3.3	Prise en compte des intérêts par le Conseil fédéral	33

4	Autosuffisance et utilisation du sol	38
4.1	Désir accru d'autosuffisance	38
4.2	Approches innovantes pour augmenter le rendement	44
4.3	Utilisation du sol et conflits	50
4.4	Reconvertir mais pas créer de zones à bâtir	55
4.5	Idéalisation de la production indigène	57

5	Energie et climat	62
5.1	Autosuffisance énergétique	62
5.2	Commerce de l'énergie local : forte adhésion	68
5.3	Changement climatique et lieu de résidence	70
5.4	Changement climatique à la campagne	77

6	Collecte des données et méthode	83
----------	--	-----------

En bref

A PROPOS DE CETTE ÉTUDE

Ville et campagne sont rarement aussi étroitement liées dans d'autres pays qu'elles le sont en Suisse. Par ailleurs, le champ de tensions entre ville et campagne imprègne tout particulièrement les différends politiques dans notre pays. fenaco société coopérative s'engage en faveur d'une cohabitation constructive entre ville et campagne. Fin 2021, fenaco a publié le tout premier baromètre ville-campagne, en collaboration avec l'institut de sondage Sotomo. Cette deuxième édition témoigne aujourd'hui de l'évolution du champ de tensions ville-campagne sur le plan politique, social et économique. Ce sondage représentatif, auquel ont participé plus de 3000 Suisses et Suissesses, met en évidence un changement de perception : en effet, deux tiers des personnes interrogées indiquent ressentir actuellement qu'un large fossé s'est creusé entre ville et campagne. Ce chiffre est ainsi en hausse de trois points de pourcentage par rapport à 2021. Parmi ces personnes, 21 % considèrent que l'antagonisme entre la ville et la campagne est pesant pour la Suisse. Ce ressenti diffère peu en fonction des types d'espace. Si, en 2021, les personnes interrogées issues des régions rurales estimaient que leurs préoccupations n'étaient pas assez entendues, ce sont à présent les personnes habitant dans des villes de grande taille qui considèrent que la perspective des régions urbaines n'est pas suffisamment prise en compte en Suisse.

Le baromètre ville-campagne fenaco 2023 met en exergue l'évolution de la cohabitation entre ville et campagne. Par rapport à l'édition précédente, ce nouveau sondage approfondit le sujet de

l'autosuffisance et, notamment, de l'autosuffisance alimentaire. La croissance démographique et le besoin en espace exercent en Suisse une pression croissante sur les terres agricoles destinées aux cultures. Le sol est un bien qui se raréfie, et les conflits qui émergent pour s'en approprier l'usage sont nombreux. Pourtant, la population suisse souhaite voir augmenter considérablement le degré d'autosuffisance alimentaire et ce, dans l'idéal, sans accroître le rendement par unité de surface. L'étude met donc en lumière le caractère quelque peu contradictoire des revendications populaires, mais elle apporte aussi des solutions potentielles pour résoudre ces contradictions. La deuxième grande thématique de l'étude concerne l'énergie et les conséquences du changement climatique pour la ville et la campagne. La guerre en Ukraine a brutalement rappelé le caractère urgent de l'autosuffisance énergétique. La plupart des personnes interrogées réclament ainsi une plus grande autonomie en termes de besoins énergétiques, et ce quels que soient leur lieu de résidence et leur orientation politique. Sur ce point, les opinions divergent uniquement sur la manière d'atteindre cet objectif. Ce désir commun d'autosuffisance, que celle-ci concerne l'alimentation ou l'énergie, pose les fondements pour une plus grande coopération face aux défis à relever et pour un apaisement des différends.

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le fossé ville-campagne

Dans ce sondage aussi, la population perçoit fortement un fossé ville-campagne: elle prend au sérieux l'antagonisme croissant entre villes de grande taille et régions rurales. En effet, deux tiers des personnes interrogées indiquent ainsi ressentir qu'un large fossé s'est creusé entre ville et campagne, ce qui se traduit par une légère hausse de 3 points de pourcentage par rapport à l'enquête de 2021. A notamment augmenté la proportion de personnes interrogées qui, bien que reconnaissant l'existence d'un large fossé entre ville et campagne, sont dans le même temps convaincues que la Suisse est tout à fait en mesure de

surmonter un tel antagonisme. Elles sont ainsi 46 % à émettre cette opinion, contre 40 % auparavant. A l'inverse, elles sont tout de même 21 % à considérer que l'antagonisme entre la ville et la campagne est pesant pour la Suisse.

L'antagonisme politique entre ville de grande taille et campagne devient plus stable: en 2020 et en 2021, le comportement de vote dans les villes de grande taille présentait des divergences avec celui de la campagne. En 2022 en revanche, l'antagonisme ville-campagne se situe à nouveau au niveau de la moyenne pluriannuelle. Classée dans le top 5 des votations présentant la plus nette divergence entre ville et campagne depuis 1981, l'initiative populaire sur l'élevage intensif (2022) fait ici figure d'exception. Cinq des dix votations où l'écart entre ville et campagne est le plus important concernent l'agriculture.

Les gens s'identifient de plus en plus à la vie rurale: un peu plus de la moitié de la population suisse n'adhère toujours pas à l'idée d'antagonisme entre ville et campagne. Depuis 2021, la proportion de personnes qui s'identifient à la vie rurale est toutefois passée de 25 à 30 %. Parallèlement à cela, les personnes s'identifiant plutôt à la vie urbaine ne sont plus que 18 %, contre 20 % auparavant.

Les villes sont sur la défensive sur le plan politique: même s'il arrive très régulièrement que les résultats des votations populaires ne soient pas en faveur des habitants des villes de grande taille, l'influence de ces dernières reste perçue comme étant déterminante. Ce sont dans les villes qu'émergent les tendances sociales, que sont fixés les jalons économiques et que sont définis les contenus des médias. En comparaison avec l'enquête publiée en 2021, un plus grand nombre de personnes interrogées indiquent que les intérêts des régions rurales ont suffisamment été pris en compte, non seulement lors des votations populaires mais aussi au niveau de la politique fédérale. Seules 28 % des personnes résidant dans les villes de grande taille pensent que les intérêts urbains ont été suffisamment pris en considération par rapport à ceux de la campagne, contre 37 % auparavant.

Critiques adressées aux grandes entreprises: seules 27 % des personnes de la campagne interrogées trouvent que les grandes en-

treprises répondent aux besoins des régions rurales. Que ce soit en matière de campagnes publicitaires, de nouvelles lignes de produits ou de diversité, les grandes entreprises mettent ainsi l'accent sur les citadines et les citadins, ce qui creuse encore le fossé entre ville et campagne.

Les intérêts des citadines et citadins sont suffisamment pris en compte par le Conseil fédéral: fin 2022, les élections du Conseil fédéral avaient suscité un débat médiatique sur la prise en compte des intérêts de la population citadine suisse par le Conseil fédéral. Bien que les villes de grande taille ne soient plus représentées au sein du nouveau Conseil fédéral, une large majorité des personnes interrogées (67 %) estiment que les intérêts des villes y sont tout de même suffisamment pris en compte. Cette perception vaut même pour les personnes résidant dans une ville de grande taille : en effet, 57 % d'entre elles pensent que les intérêts des villes de grande taille sont suffisamment pris en compte.

Autosuffisance et utilisation du sol

Un appel à une plus grande autosuffisance alimentaire: le degré d'autosuffisance alimentaire (brut) se situe aujourd'hui en Suisse aux alentours des 57 %. La très grande majorité des personnes interrogées (88 %) souhaitent voir augmenter la proportion de denrées alimentaires produites en Suisse, pour atteindre 71 % en moyenne. Ce souhait ne connaît que de très légères variations entre ville et campagne ainsi qu'entre droite et gauche.

Scepticisme face à l'augmentation du rendement par unité de surface: l'augmentation du rendement par unité de surface est pour le moins impopulaire auprès des personnes interrogées. Elles ne sont ainsi que 25 % à souhaiter explicitement une intensification de la production alimentaire en Suisse, bien qu'il s'agisse là, en raison de la raréfaction des terrains, de l'option la plus réaliste pour parvenir à une plus grande autosuffisance alimentaire.

Prudente réserve vis-à-vis des initiatives innovantes: à l'exception de l'agriculture verticale, aucune méthode visant à augmenter le rendement ne s'attire les faveurs de la population. La plu-

part des méthodes ne rencontrent toutefois pas non plus d'opposition fondamentale, une absence de rejet total qui vaut notamment pour les denrées alimentaires issues de cultures cellulaires et les procédés de sélection avec édition génomique. Seules 34 % des personnes interrogées opposent un refus catégorique à l'édition génomique. Seul le génie génétique classique rencontre une opposition majoritaire (51 %).

Rendre possibles les nouvelles méthodes de culture également en zone agricole: la majorité de la population suisse se dit favorable à l'ouverture des zones agricoles à des méthodes innovantes de production alimentaire, telles que l'agriculture verticale, les cultures cellulaires, etc. 54 % se disent ainsi favorables ou plutôt favorables à une telle ouverture. 33 % des personnes interrogées y sont quant à elles opposées.

«Oui» aux reconversions, mais «non» aux nouvelles zones à bâtir: 63 % des personnes répondant à l'enquête sont contre un retour à une plus grande facilité de raccordement des nouveaux terrains à bâtir en Suisse. A contrario, 74 % sont en faveur d'une reconversion en habitations d'anciens bâtiments agricoles (mayens, granges, etc.) situés en dehors des zones à bâtir.

Energie et climat

Un appel à une plus grande autosuffisance énergétique: la population souhaite voir augmenter massivement le degré d'autosuffisance énergétique, qui se situe actuellement aux alentours des 30 %, pour atteindre les 68 %. Les variations liées au type d'espace et à l'appartenance politique sont ici très faibles.

Seule une minorité favorable à la non-consommation: 85 % des personnes interrogées se disent en faveur de l'installation de panneaux solaires (photovoltaïques) sur les bâtiments afin de gagner en autonomie sur le plan énergétique. De même, 65 % sont pour l'utilisation de surfaces libres pour y installer des panneaux solaires. 65 % veulent augmenter le degré d'autosuffisance énergétique par le biais d'innovations en matière de consommation d'énergie. 43 % des personnes répondant à l'enquête se disent prêtes à économiser de l'énergie par de la non-consommation et, pour finir, seules 28 % misent sur de nouvelles centrales nu-

cléaires afin de gagner en autonomie sur le plan énergétique dans les dix prochaines années.

Le commerce de l'énergie local rencontre une forte adhésion: de nos jours, de larges installations solaires (photovoltaïques) couvrent les toits des bâtiments commerciaux et agricoles. Ces installations produisent parfois un surplus. La quasi-totalité des personnes interrogées considèrent que les agricultrices, les agriculteurs, les commerçantes et les commerçants devraient donc avoir le droit de vendre leur surplus d'électricité localement en toute autonomie.

Les villes de grande taille se sentent les plus concernées par le changement climatique: la majorité des Suissesses et des Suisses ont désormais accepté la dure réalité du changement climatique. Ils ne sont ainsi qu'environ 5 % à penser que le changement climatique n'aura aucun impact significatif sur leur lieu de vie (lieu de résidence). Les personnes qui se sentent le plus concernées sont celles qui résident dans les villes de grande taille. Elles s'attendent notamment à de fortes chaleurs (désagréables). Plus de 40 % des personnes interrogées envisagent de repenser leur situation en matière de logement en raison des conséquences liées au changement climatique. Près d'une personne sur cinq vivant dans une ville de grande taille songe ainsi à déménager dans un endroit aux températures plus basses.

Les conséquences du changement climatique sur la campagne ne sont toutefois pas perdues de vue: même si ce sont surtout les citadines et les citadins qui se sentent concernés par les conséquences du changement climatique sur leur lieu de résidence, 63 % des personnes interrogées estiment que ces répercussions seront encore plus néfastes pour les personnes vivant à la campagne. Pour 53 % des personnes sondées, l'impact du réchauffement climatique sur l'agriculture sera majoritairement défavorable en raison de la sécheresse et des intempéries, 34 % y voient autant d'avantages que d'inconvénients pour l'agriculture suisse. Enfin, 13 % estiment même que le changement climatique, apportant son lot d'ensoleillement et de chaleur, sera en somme positif pour l'agriculture.

Le champ de tensions entre ville et campagne

Le baromètre ville-campagne fenaco a pour but d'analyser l'évolution des relations qui existent en Suisse entre la ville et la campagne. Pour ce faire, nous nous appuyons sur nos propres enquêtes ainsi que sur l'analyse des résultats obtenus au fil du temps lors des votations. Les résultats des votations nous permettent de suivre l'évolution à long terme du champ de tensions entre ville et campagne, et ce y compris à l'échelle de la commune. Ainsi, grâce aux résultats de cette enquête, nous sommes en mesure d'analyser les perceptions et les appréciations tant de la population urbaine que rurale.

2.1. LE PAYSAGE POLITIQUE ÉVOLUE

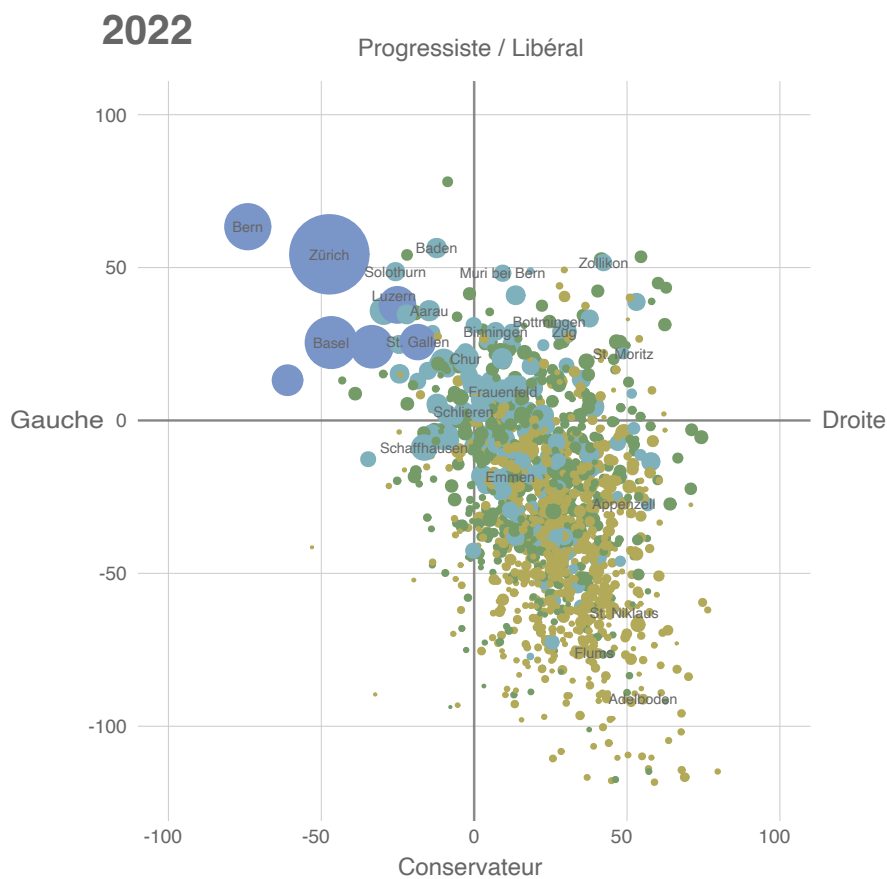
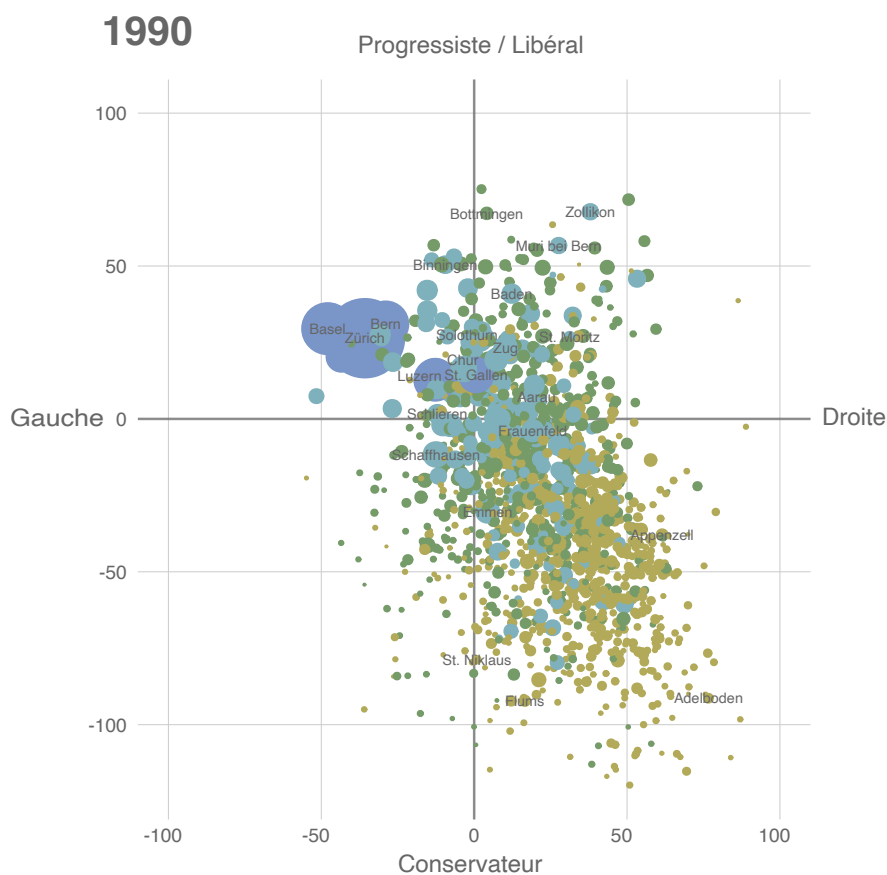
Le paysage politique dessiné par Sotomo classe les votations selon deux axes. L'axe horizontal gauche/droite représente différentes conceptions du rôle que doit jouer l'Etat. La conception de « gauche » est celle du modèle d'Etat dit « Etat-social », lequel vise la protection sociale et l'égalité. La conception de « droite »

est celle du modèle d'Etat dit « Etat-gendarme », lequel se porte garant de la sécurité et de la propriété privée. L'axe vertical va des orientations politiques dites « progressiste/libéral » en haut à « conservateur » tout en bas. Les philosophies politiques progressiste et libérale sont synonymes d'ouverture, de changement et de réformes; la philosophie conservatrice est quant à elle synonyme de stabilité, de préservation et de démarcation.

L'illustration 1 plus bas représente le paysage politique de l'ensemble des communes situées en Suisse alémanique, d'abord en 1990 puis en 2022 (pour des raisons de clarté, un graphique distinct représente le paysage politique des communes de Suisse romande). Le positionnement des communes se base sur le pourcentage de « oui » exprimés dans ces communes lors des votations populaires fédérales. Les couleurs symbolisent le type d'espace de chaque commune. Sur le paysage politique de 1990, il est clairement établi que la plupart des villes de grande taille se situaient déjà à cette époque dans le carré « Gauche »/ « Libéral » et la plupart des communes rurales, dans le carré « Droite »/ « Conservateur ». De 1990 à 2022, les villes-centres suisses alémaniques de grande et de moyenne tailles se sont cependant peu à peu éloignées des autres communes sur le plan politique. La ville fédérale de Berne, mais aussi de plus petits chefs-lieux de cantons comme Soleure ou Aarau, se sont déplacés très nettement du côté gauche/libéral. En comparaison avec 1990, de nombreuses villes-centres affichent aujourd'hui un profil encore plus progressiste/libéral que les communes d'agglomération aisées situées dans le carré « Droite »/ « Libéral », ce qui indique qu'elles votent de plus en plus souvent en faveur de l'ouverture et du changement.

Paysage politique des communes germanophones en 1990 et en 2022 (ill. 1)

Positionnement attribué sur la base du pourcentage de « oui » obtenus lors des votations populaires fédérales



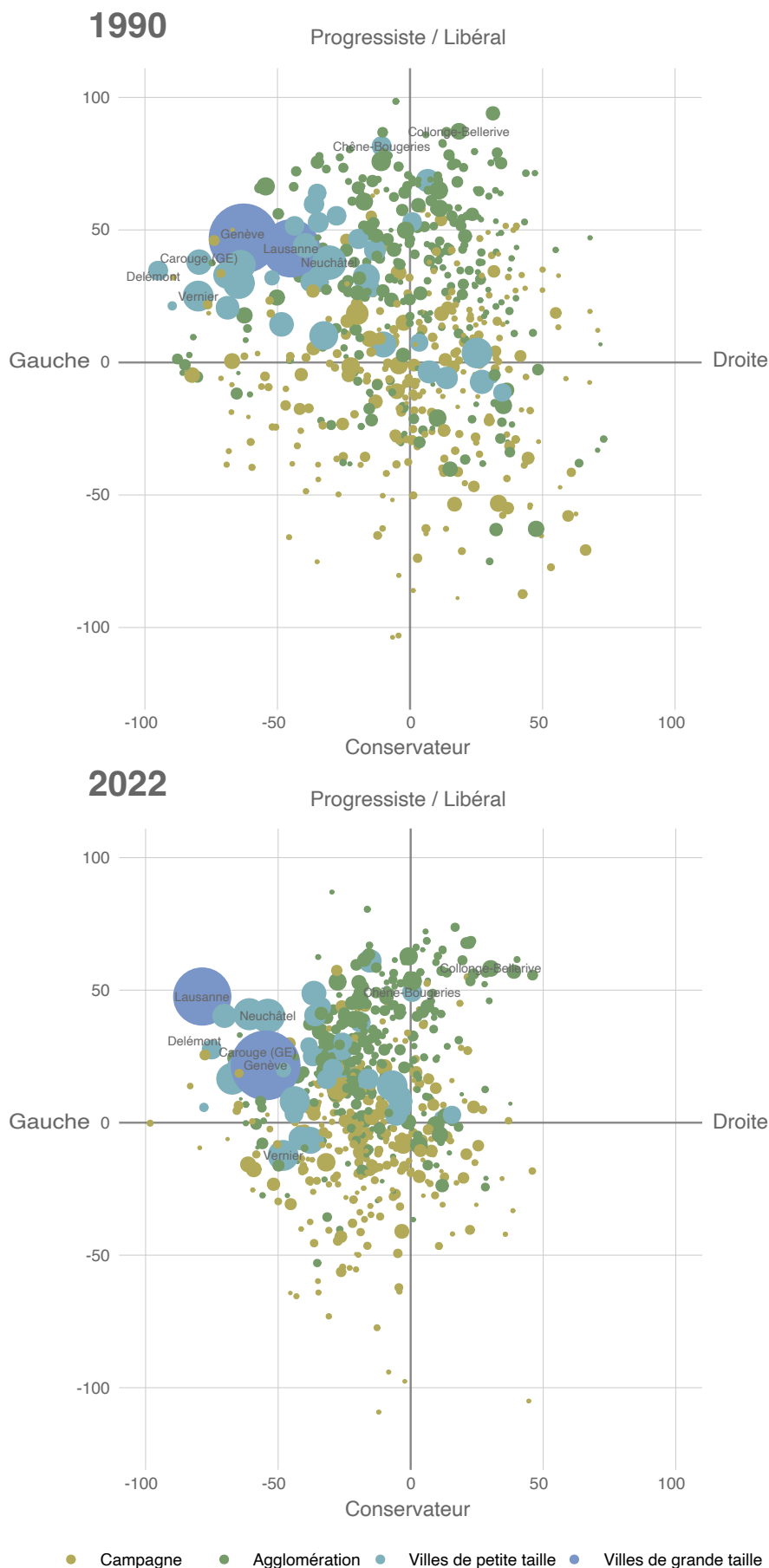
- Campagne
- Agglomération
- Villes de petite taille
- Villes de grande taille

L'illustration 2 qui suit représente le paysage politique des communes situées en Suisse romande. Les deux graphiques illustrent très clairement l'antagonisme ville-campagne qui existe en Suisse, y compris dans sa partie francophone. Toutefois, cet antagonisme est moins marqué en Suisse romande. Seule la ville de Lausanne se distingue aujourd'hui, d'un point de vue politique, clairement des communes qui l'entourent avec un profil libéral de gauche. En revanche, la ville cosmopolite de Genève s'est fortement éloignée du carré « Progressiste ». Le profil de Genève est le plus comparable à celui de Bâle. Toutes deux sont des villes situées à la frontière, et donc plus concernées par des problématiques liées à la circulation de personnes entre pays que des villes de l'intérieur, telles que Lausanne, Berne ou encore Zurich. A la différence de la Suisse alémanique, les communes d'agglomération aisées de Suisse romande sont bien plus ouvertes : en effet, nombre d'entre elles sont plus progressistes et libérales que les villes-centres.

La principale différence avec le paysage politique de Suisse alémanique concerne toutefois le carré « Droite »/ « Conservateur ». Tandis qu'à l'est de la « barrière de röstis », ce carré contient la plupart des communes rurales, il est presque vide en Suisse romande. En 1990, ce sont surtout des communes valaisannes qui affichent encore un profil plutôt conservateur de droite. Mais le développement rapide de la région lémanique ces trente dernières années a provoqué un important phénomène d'urbanisation dans le Valais francophone, qui s'est alors mû en direction du carré « Gauche »/ « Libéral ».

Paysage politique des communes francophones en 1990 et en 2022 (ill. 2)

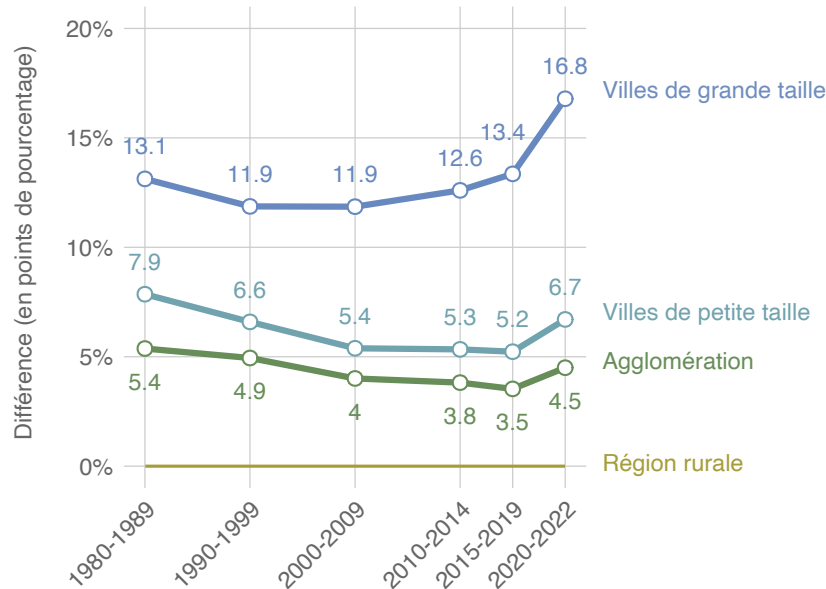
Positionnement attribué sur la base du pourcentage de « oui » obtenus lors des votations populaires fédérales



2.2. LE FOSSÉ ENTRE VILLE DE GRANDE TAILLE ET CAMPAGNE

Evolution de l'antagonisme entre ville et campagne entre 1981 et 2022 (ill. 3)

Evolution de l'écart moyen du pourcentage de « oui » exprimé à des votations populaires fédérales entre trois types d'espace (ville de grande taille, ville de petite taille, agglomération) et la région rurale (campagne).

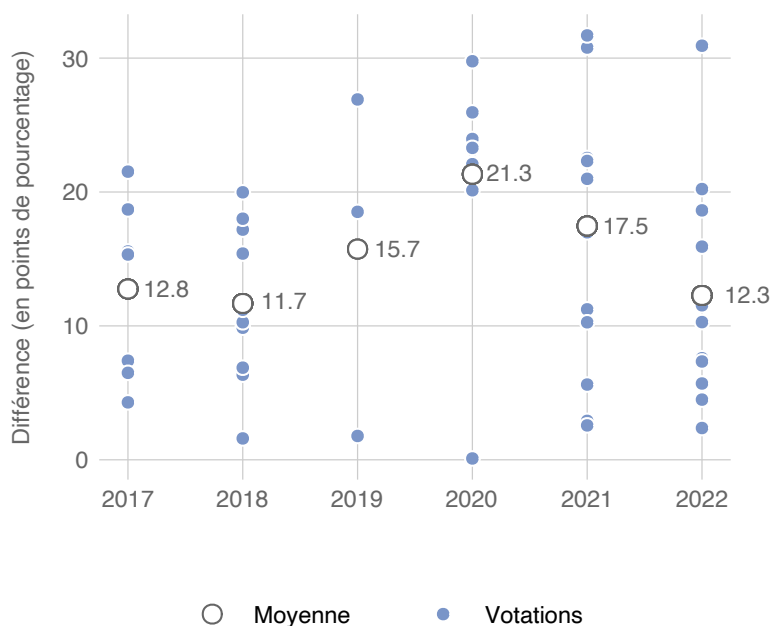


Dans ce baromètre ville-campagne, nous distinguons les différents types d'espace par les appellations, à la fois simples et parlantes, de « campagne », « agglomération »¹, « ville de petite taille » et « ville de grande taille ». L'illustration 3 reflète l'écart moyen des résultats des votations pour les trois types d'espace « ville de grande taille », « ville de petite taille » et « agglomération » par rapport au type « campagne/région rurale » entre 1981 et 2022. Il apparaît clairement que l'antagonisme politique entre ville et campagne est en réalité un antagonisme entre villes de grande taille (plus de 50 000 personnes) et régions rurales. Les villes de petite taille se situent, avec les agglomérations, entre les villes de grande taille et les régions rurales.

¹Comme il est d'usage en Suisse, nous utilisons le terme « agglomération » en forme abrégée de l'expression « ceinture d'agglomération »

Antagonisme ville-campagne entre 2017 et 2022 (ill. 4)

Ecart du pourcentage de « oui » exprimés à des votations populaires fédérales entre ville de grande taille et campagne



En 2022, l'antagonisme politique ville-campagne se situe à nouveau au niveau de la moyenne pluriannuelle.

L'antagonisme entre villes de grande taille et régions rurales s'est notamment fortement accentué depuis le début des années 2010. Alors que la différence moyenne de la part de « oui » entre les villes de grande taille et la campagne se situait entre 1990 et 2009 à 11,9 points de pourcentage, cette valeur s'établit depuis 2020 à 16,8 points de pourcentage en moyenne.

Plus fortes divergences en matière de comportement de vote entre ville et campagne (ill. 5)

Ecart du pourcentage de « oui » exprimés à des votations populaires fédérales entre ville de grande taille et campagne, 1981-2022, 361 votations comptabilisées

Rang	Titre	Année	Différence
1	Loi sur le CO2	2021	31.7
2	Initiative pour une eau potable propre	2021	31.4
3	Initiative «Pour la protection face à la violence des armes»	2011	31.1
4	Redevance sur les poids lourds liée aux prestations	1998	31.0
5	Initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse»	2022	30.9
6	Initiative populaire «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse»	2021	30.8
7	Initiative populaire «Davantage de logements abordables»	2020	29.8
8	Initiative en faveur des petits paysans	1989	29.5
9	Arrêté sur l'économie sucrière	1986	28.7
10	Développement de l'acquis de Schengen	2019	26.9
	[..]		
50	Initiative «Enfants et jeunes sans publicité pour le tabac»	2022	20.2
74	Loi fédérale sur un train de mesures en faveur des médias	2022	18.6
119	Modification de la loi sur le cinéma	2022	15.9
203	Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA)	2022	11.5
222	Modification de la loi fédérale sur la transplantation d'organes	2022	10.3
272	Contribution au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes Frontex	2022	7.6
278	Loi sur l'AVS (AVS 21)	2022	7.3
297	Loi sur les droits de timbre	2022	5.7
307	Relèvement de la TVA pour un financement additionnel de l'AVS	2022	4.5
337	Initiative l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine	2022	2.4

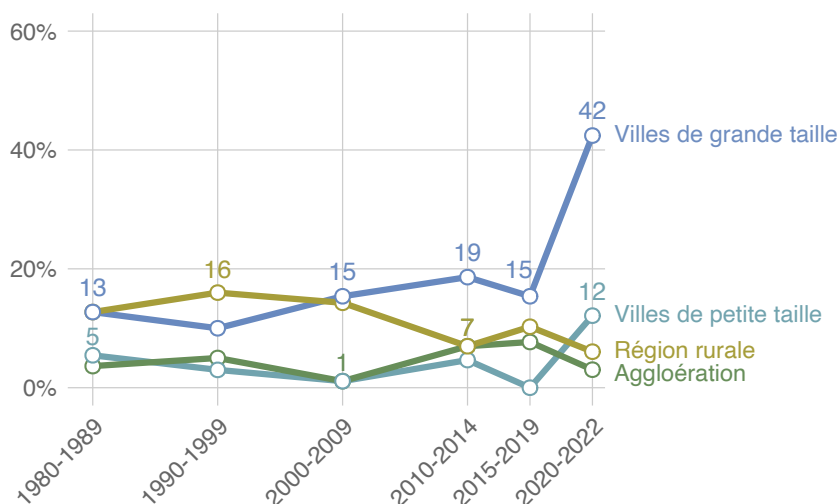
L'analyse détaillée portant sur ces cinq dernières années montre que la différence de comportement aux urnes entre villes de grande taille et régions rurales était significative, en particulier en 2020 et en 2021. En 2022, cette différence s'est légèrement estompée dans l'ensemble, ne témoignant ainsi que d'un fossé moyennement important entre ville de grande taille et campagne. Toutefois, ce ne sont pas tant les votations ordinaires qui témoignent le plus vivement des émotions et font naître des conflits, que celles qui divisent le plus l'opinion. En effet, cinq des dix votations où l'écart enregistré entre ville et campagne est le plus important depuis 1981 ont eu lieu ces trois dernières années. Sur ces cinq votations, trois concernent directement l'agriculture. La plus nette opposition s'est dessinée en 2022 lors de l'initiative sur l'élevage intensif, où la part de « oui » exprimée a été 30,9 % plus élevée dans les villes de grande taille que dans

les régions rurales. Cette initiative se classe à la 5e position des votations avec le plus grand écart enregistré sur 361 objets soumis à la votation.

Ces champs de tensions sont surtout problématiques lorsqu'une partie met l'autre en minorité. Sur 14 des 33 votations de cette législature, les villes de grande taille ont été mises en minorité par la majorité de la population suisse (ou par une majorité des cantons). Comme l'illustre le graphique 6, ce chiffre est très nettement supérieur à la moyenne à long terme.

La majorité donne le « la » 1981-2022 (ill. 6)

Evolution de la part de votations au terme desquelles le résultat global ne correspond pas au résultat du type d'espace concerné



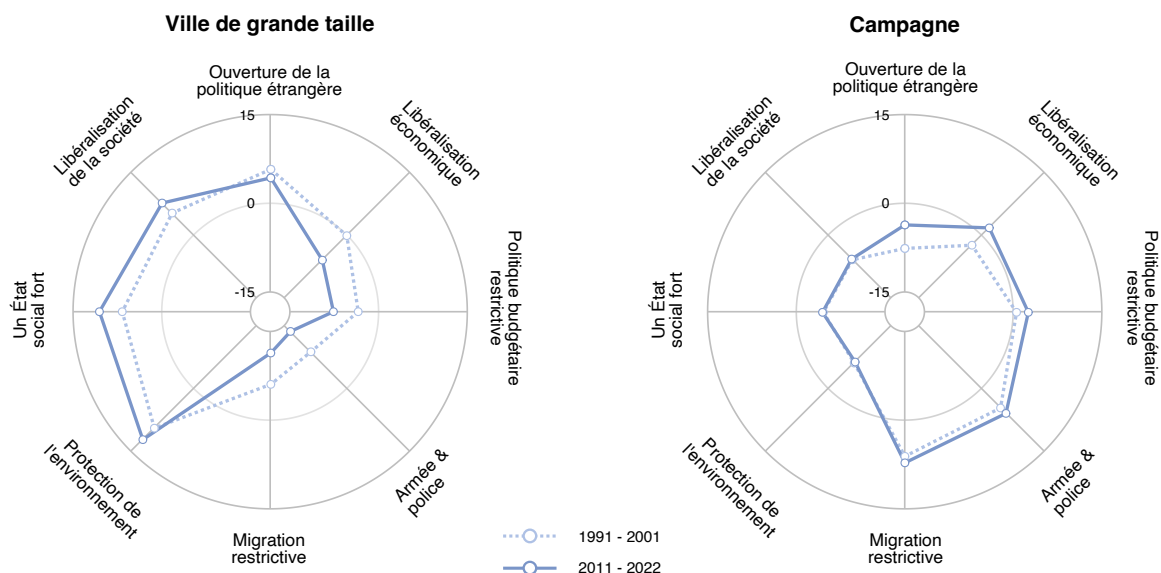
A l'opposé, les régions rurales n'ont été mises en minorité que deux fois au cours de cette même législature : lors de la loi sur la chasse en septembre 2020 et lors de l'initiative « Protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac » en février 2022. Sur l'ensemble de la période analysée ici, l'agglomération est presque toujours majoritaire. Et lorsque celle-ci se voit mise en minorité lors d'une votation, elle est toujours divisée en deux moitiés de taille pratiquement égale. Il s'agit donc plutôt de décisions qui ont trait au hasard.

2.3. LE PROFIL POLITIQUE DE LA VILLE ET DE LA CAMPAGNE

Si l'antagonisme entre ville et campagne s'est accentué, c'est que le profil politique des villes de grande taille s'est éloigné de l'opinion majoritaire. L'illustration 7 le montre clairement. Elle représente l'écart moyen, exprimé en points de pourcentage, entre le vote des différents types d'espace et le vote à l'échelle nationale en rapport avec certains champs thématiques définis.

Profil politique de la ville de grande taille et de la campagne (ill. 7)

Attribution sur la base des résultats lors des votations populaires

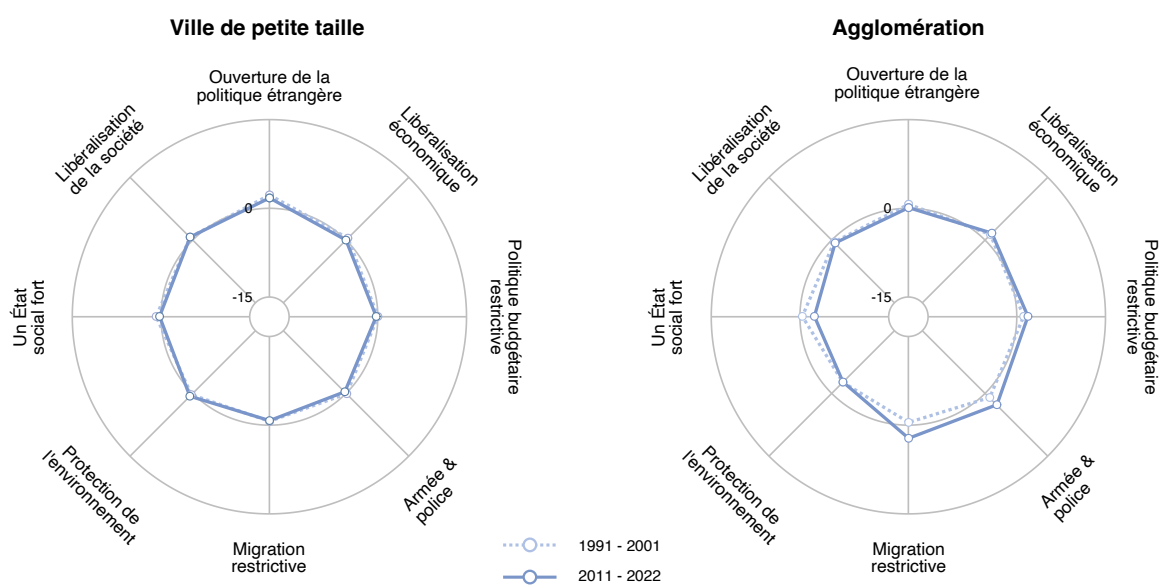


Le diagramme politique en toile d'araignée révèle que les villes de grande taille se positionnent globalement nettement plus à la gauche de l'échiquier politique que l'ensemble de la Suisse. L'écart par rapport à la moyenne suisse (ligne zéro) est particulièrement prononcé dans les domaines de l'environnement, du social, de la sécurité et de la migration. En outre, l'écart le plus marqué se dessine globalement dans les domaines se rapportant à la politique de sécurité (police, armée) : l'assentiment des villes de grande taille est ici inférieur en moyenne de 15 points de pourcentage par rapport à la moyenne nationale. Une comparaison

entre le profil actuel (2011-2022) et celui de la période de référence (1991-2001) révèle pratiquement partout une accentuation du profil de gauche des villes de grande taille. Le profil politique de la campagne s'éloigne quant à lui de la ligne du zéro et, partant, de la moyenne suisse. La campagne est plus bourgeoise et plus conservatrice que le reste de la Suisse. Le profil de la première période représentée (1991-2001) ne diffère néanmoins que peu du profil actuel (2011-2022). La région rurale n'a guère changé dans la structure générale. En matière d'ouverture en politique étrangère, elle s'est même rapprochée de la moyenne.

Profil politique de la ville de petite taille et de l'agglomération (ill. 8)

Attribution sur la base des résultats lors des votations populaires



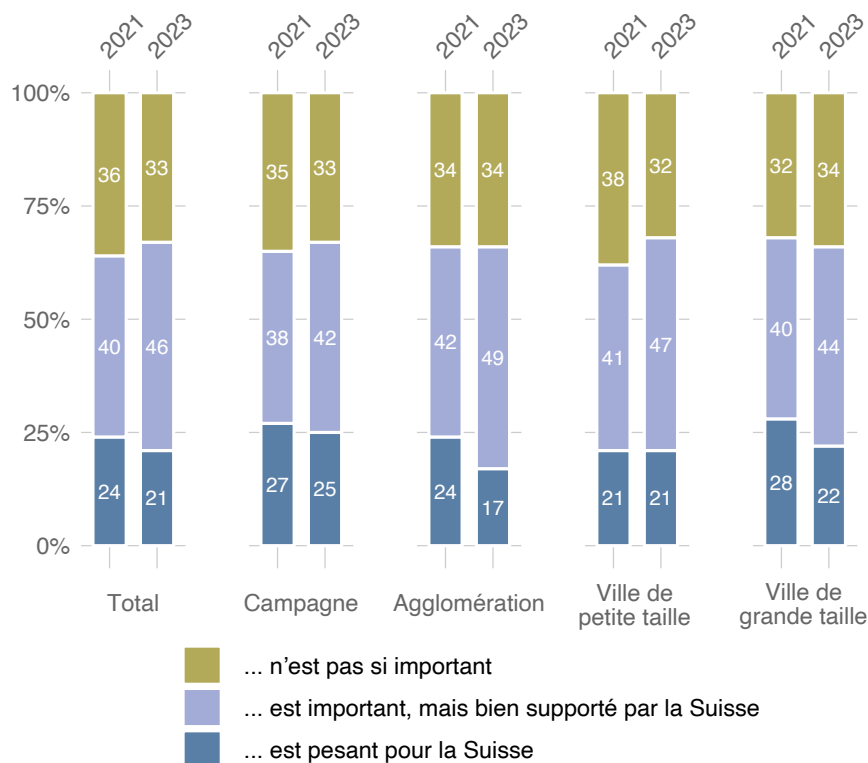
Les profils politiques des villes de petite taille et des agglomérations ne s'écartent que très peu de la ligne du zéro – et donc de la moyenne suisse. Rien d'étonnant à ce constat, puisque ces deux types d'espace représentent la Suisse moyenne; et c'est encore plus vrai pour l'agglomération que pour les villes de petite taille, lesquelles se positionnent de plus en plus à la gauche de l'échiquier politique depuis les années 1990.

2.4. LE FOSSÉ VILLE-CAMPAGNE : ÉVALUATIONS

La population suisse prend au sérieux le fossé politique entre villes de grande taille et régions rurales : deux tiers des personnes interrogées indiquent ainsi ressentir qu'un large fossé s'est creusé entre ville et campagne, ce qui se traduit par une légère hausse de 3 points de pourcentage par rapport à l'enquête de 2021.

Evaluation du fossé ville-campagne (ill. 9)

«Parmi les affirmations suivantes sur l'antagonisme entre la ville et la campagne, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? Cet antagonisme...»

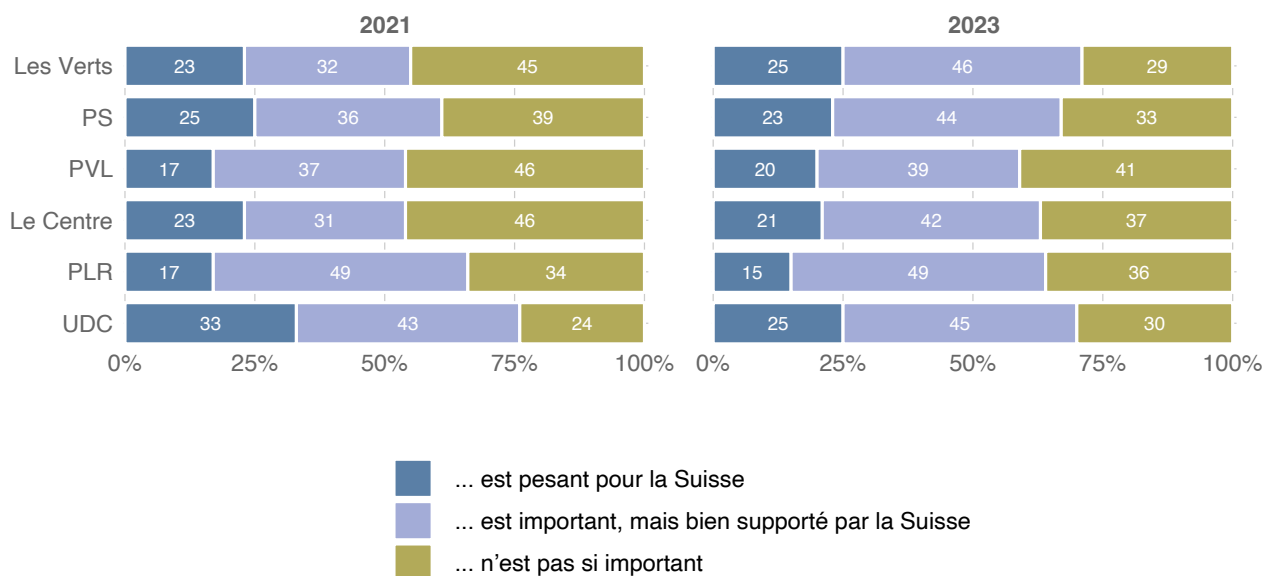


A notamment augmenté la proportion de personnes interrogées qui, bien que reconnaissant l'existence d'un large fossé entre ville et campagne, sont dans le même temps convaincues que la Suisse est tout à fait en mesure de surmonter un tel antagonisme. Elles sont ainsi 46 % à émettre cette opinion, contre 40 % auparavant. A l'inverse, elles sont tout de même 21 % à considérer que l'antagonisme entre la ville et la campagne est pesant pour la Suisse, ressenti qui diffère peu en fonction des types d'espace.

La gauche perçoit l'existence d'un plus large fossé.

Evaluation du fossé ville-campagne selon l'orientation politique (ill. 10)

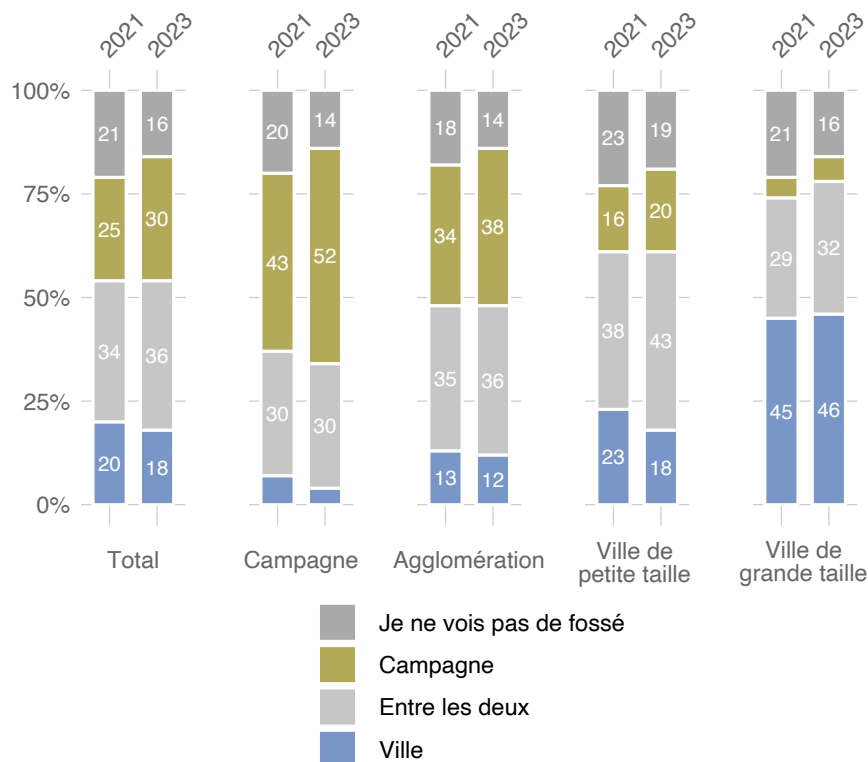
«Parmi les affirmations suivantes sur l'antagonisme entre la ville et la campagne, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? Cet antagonisme...»



L'illustration 10 révèle que l'antagonisme ville-campagne est perçu plus nettement qu'en 2021 à la gauche de l'échiquier politique. Dans l'enquête réalisée alors, 45 % des personnes adhérant aux Verts indiquaient que l'antagonisme ville-campagne n'était pas aussi important en Suisse; elles ne représentent plus aujourd'hui que 29 %. Pour le PS, cette proportion a chuté, passant de 39 à 33 %. Au contraire, pour les personnes adhérant à l'UDC, elle est en hausse, passant ici de 24 à 30 %. Ce glissement de la droite vers la gauche de l'échiquier témoigne ainsi d'une sensibilité accrue à gauche sur ce point. Les personnes de gauche sont souvent mises en minorité par les régions rurales.

Position dans le champ de tensions entre ville et campagne (ill. 11)

«Les médias et la politique parlent souvent du fossé entre la ville et la campagne. De quel côté de ce fossé vous voyez-vous?»



Même si la plupart des personnes interrogées perçoivent l'existence d'un large fossé entre ville et campagne, un peu plus de la moitié d'entre elles ne se sentent pas concernées. 18 % des personnes ayant répondu à l'enquête se placent plutôt du côté de

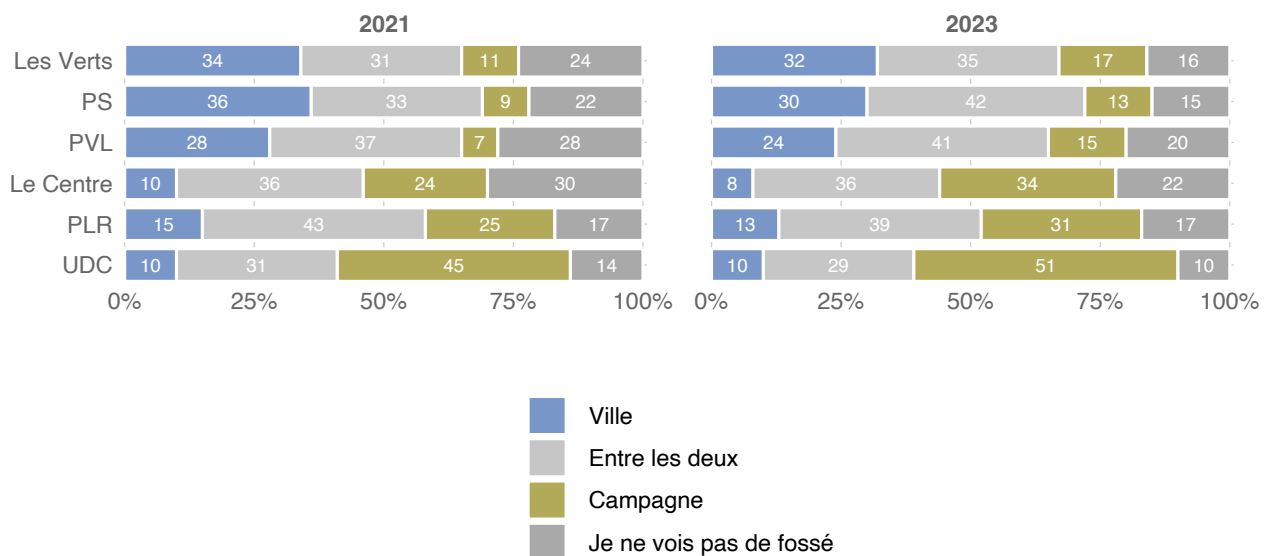
la « ville » et 30 %, du côté de la « campagne ». En comparaison avec l'enquête précédente, la proportion de personnes qui s'identifient à la campagne a augmenté et celle des personnes qui s'identifient à la ville a baissé. Dans les régions rurales notamment, la part de personnes qui s'identifient à la campagne est en nette progression, passant de 43 à 52 %. Il serait pourtant par trop simpliste de réduire cette problématique à deux camps fermés et irréconciliables qui s'affrontent. En effet, un peu plus de la moitié de la population indique toujours ne pas s'identifier à l'un ou l'autre des camps.

Les gens s'identifient de plus en plus aux régions rurales.

Il est intéressant de constater que, contrairement à 2021 (45 %), la majorité des bases de l'UDC (51 %) se positionne clairement aujourd'hui du côté de la campagne en ce qui concerne l'antagonisme politique ville-campagne. De même, l'on remarque un glissement dans le même sens chez les autres sensibilités politiques. En règle générale, la population des régions rurales s'identifie plus nettement avec son propre type d'espace et se sent impliquée dans un conflit politique avec la ville.

Position dans le champ de tensions entre ville et campagne selon l'orientation politique (ill. 12)

«Les médias et la politique parlent souvent du fossé entre la ville et la campagne. De quel côté de ce fossé vous voyez-vous ?»



Interrogé sur le fossé ville-campagne, c'est l'électorat des Verts qui indique s'identifier en plus forte proportion à la ville. Lors de l'enquête réalisée en 2021, il s'agissait alors de l'électorat du PS. Dans tous les cas, les deux partis comptent désormais légèrement moins de personnes qui s'identifient à la ville et légèrement plus qui s'identifient à la campagne ou qui disent se situer « entre les deux ». Enfin, moins de gens disent ne pas voir de fossé, comparé à la précédente enquête.

Qui a le dernier mot ?

Même si les villes de grande taille sont le plus souvent mises en minorité lors des votations, la population a toutefois tendance à penser que ce sont les villes qui font la pluie et le beau temps en Suisse. Pourtant, en comparaison avec le baromètre 2021, les citadines et citadins sont de plus en plus nombreux à considérer qu'ils ne sont pas suffisamment entendus à l'échelle nationale.

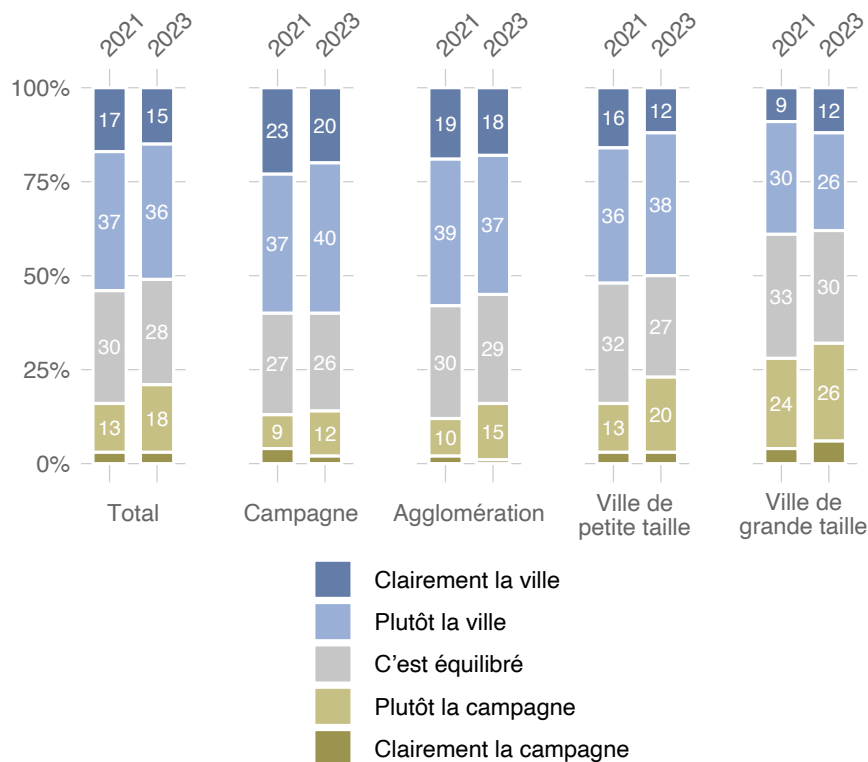
3.1. LA DOMINATION DES VILLES PARFOIS REMISE EN QUESTION

Les villes de grande taille ont été le plus souvent mises en minorité lors des votations populaires fédérales de ces dernières années. Bien que la population perçoive les villes comme étant globalement en position de force, l'influence ne se mesure pas uniquement aux résultats des votations. 51 % des personnes interrogées estiment que la ville a plus d'influence en Suisse que la campagne. Seules 21 % d'entre elles sont de l'avis opposé et déclarent que la campagne aurait tendance à avoir plus d'influence, une proportion toutefois en hausse par rapport à l'enquête parue en 2021. En effet, elles étaient auparavant seulement 16 % à penser que la campagne donnait le ton (ill. 13). Sur ce point, le ressenti de la population issue des régions rurales a peu changé. Ce sont les habitantes et habitants des autres types d'espace qui ont opéré un glissement de perception. Parmi les personnes interro-

gées qui résident dans une ville de grande taille, les résultats de l'évaluation sont presque à l'équilibre : 38 % pensent en effet que les villes sont en position de force et 32 %, la campagne. Les 30 % restants estiment que le rapport de force est équilibré.

Qui a le dernier mot ? (ill. 13)

«Qui, de manière générale, prend les décisions en Suisse?»

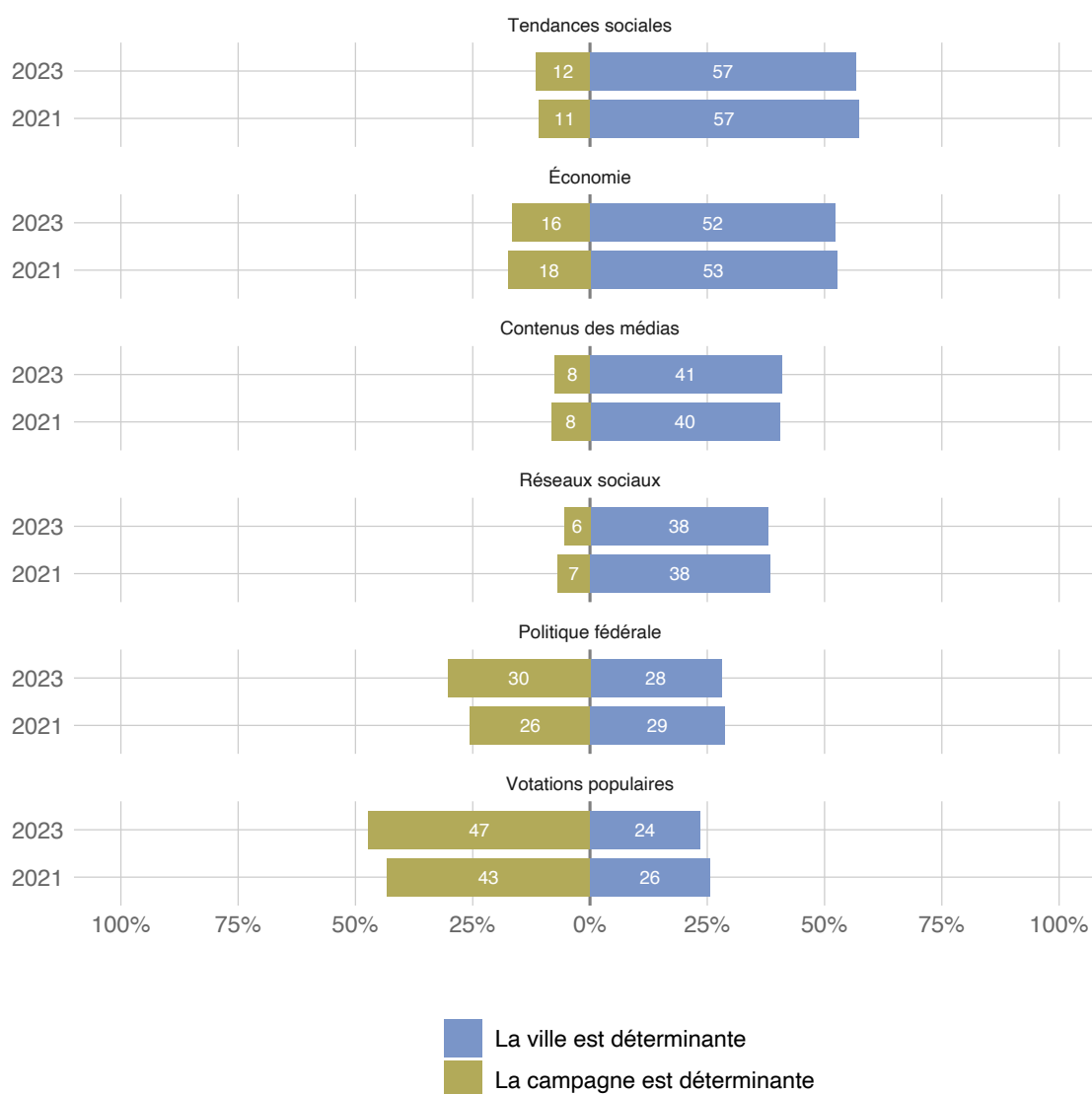


Le léger glissement des perceptions en faveur de la campagne est exclusivement dû au domaine politique. En ce qui concerne les tendances sociales et l'économie, les villes sont toujours considérées comme étant déterminantes. Mais en matière de politique fédérale et de votations populaires, l'influence de la campagne est perçue comme encore plus forte qu'en 2021 : en effet, presque la moitié des personnes répondant à l'enquête considèrent que la campagne exerce une influence déterminante sur les votations. Elles sont ainsi moins d'un quart à penser que les villes sont en position de force dans ce domaine. Pour la première fois, une plus grande proportion de personnes considèrent que la campagne donne également le ton en matière de

politique fédérale. Dans ce domaine, 30 % voient la campagne comme déterminante et 28 %, la ville. Une telle perception semble influencée par les nombreuses victoires des régions rurales lors de votations en matière de politique agricole (la dernière en date concernant l'initiative sur l'élevage intensif) ainsi que par les dernières élections du Conseil fédéral, lors desquelles la candidate issue d'une commune rurale (Elisabeth Baume-Schneider) s'est imposée au sein du PS contre la citadine d'une ville de grande taille (Eva Herzog).

Ville et campagne, qui commande où ? (ill. 14)

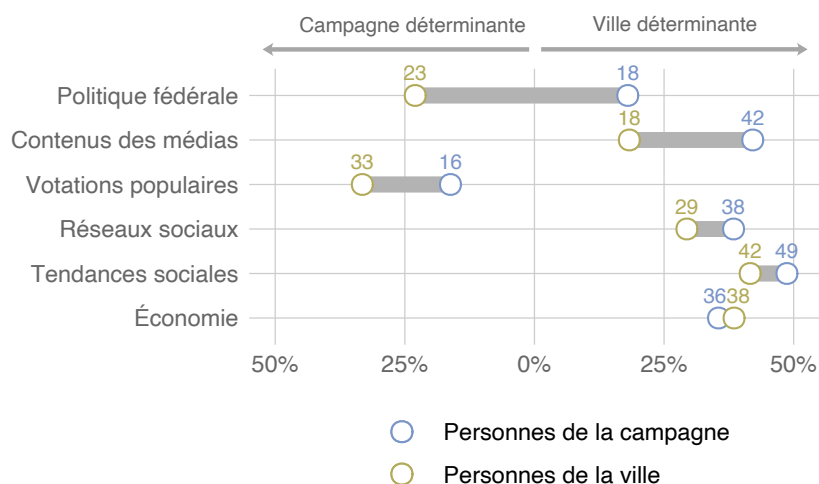
«Dans quels domaines de la Suisse la ville est-elle déterminante selon vous ?», «Dans quels domaines de la Suisse la campagne est-elle déterminante selon vous ?»



Les personnes interrogées, qu'elles soient citadines ou issues de régions rurales, s'accordent sur le fait que les villes sont en position de force en ce qui concerne le domaine économique. C'est tout l'inverse en matière de politique fédérale, domaine considéré comme étant sous l'influence des villes pour les personnes de la campagne, et vice versa. Aucun autre domaine ne divise autant l'opinion que celui-ci. Toutefois, la différence de perception est également relativement importante en ce qui concerne les contenus des médias. Les personnes interrogées habitant les régions rurales n'ont aucun doute quant à la position de force de la ville dans ce domaine. Les citadines et citadins sont à ce sujet légèrement plus circonspects (ill. 15).

Ville et campagne, qui commande où? Par type d'espace (ill. 15)

«Dans quels domaines de la Suisse la ville est-elle déterminante selon vous?», «Dans quels domaines de la Suisse la campagne est-elle déterminante selon vous?»



3.2. OÙ LES PRÉOCCUPATIONS TROUVENT-ELLES UN ÉCHO ?

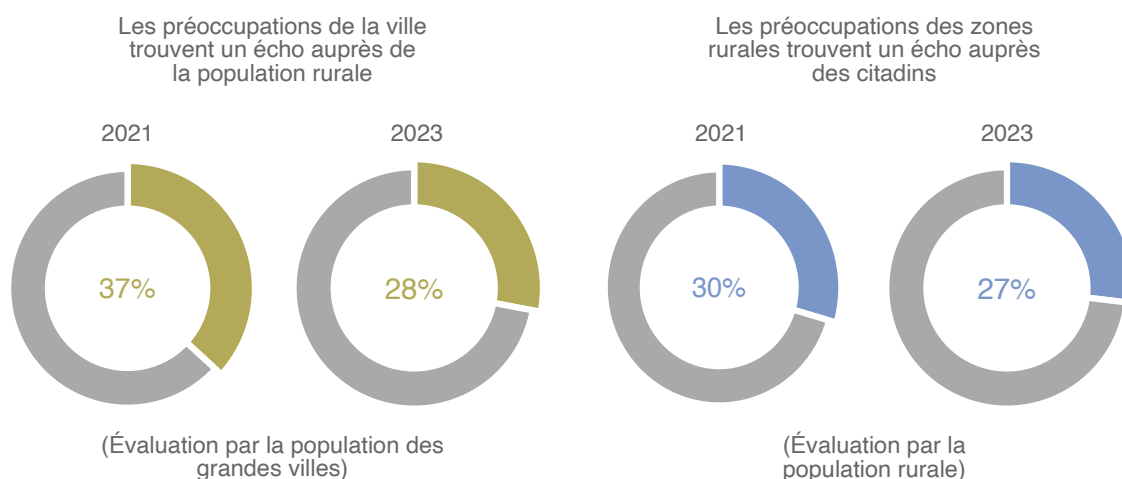
Seuls 28 % des habitantes et habitants des villes de grande taille sont d'avis que la population rurale s'intéresse suffisamment aux préoccupations de la région urbaine, un chiffre largement en baisse par rapport à l'enquête de 2021, à laquelle 37 % de

la population interrogée vivant dans une ville de grande taille répondaient alors se sentir entendus. A l'inverse, la perspective opposée n'a guère évolué : ils sont 27 % parmi la population rurale, contre 30 % auparavant, à considérer que leurs préoccupations sont suffisamment prises en compte par les citadines et citadins. La population urbaine, en particulier, se sent donc encore plus incomprise qu'avant. Mais, à présent, les deux camps se sont éloignés de manière similaire du pôle opposé.

Les populations de la ville et de la campagne se sentent mutuellement incomprises.

Compréhension des préoccupations par la population de la campagne et des villes (ill. 16)

«Dans quelle mesure les préoccupations [de votre type d'espace] sont-elles prises en compte en Suisse ?» (auto-évaluation du type d'espace choisi)

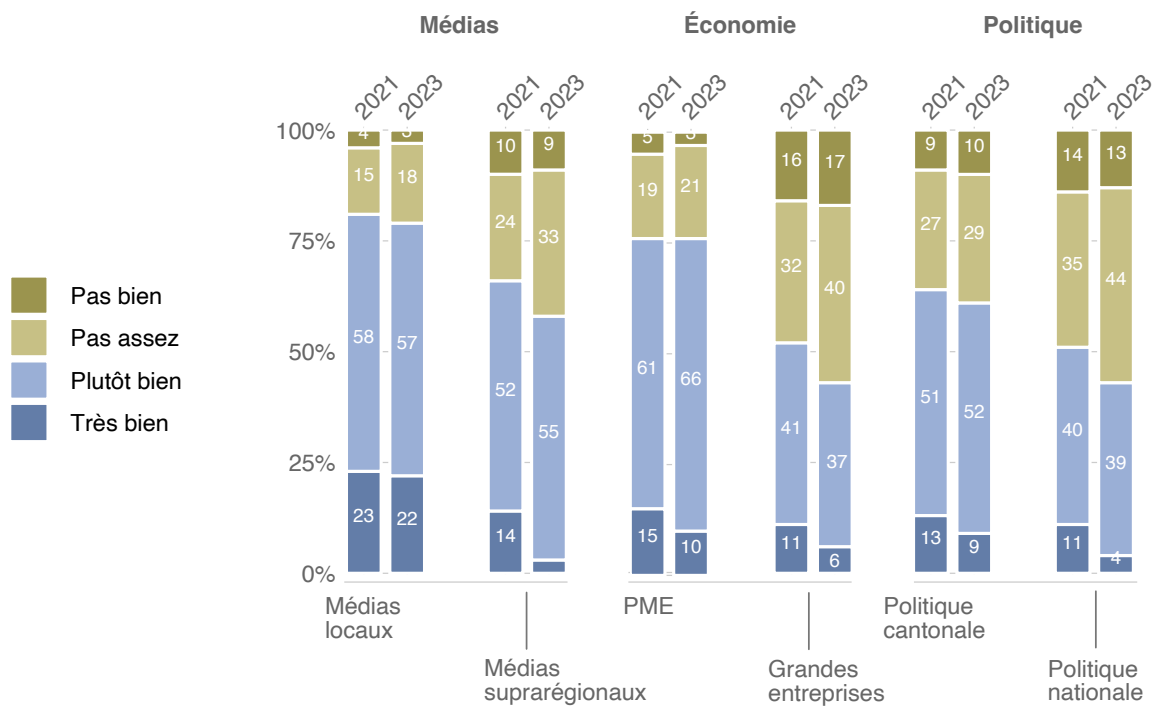


Lorsqu'il est question de la prise en compte des intérêts de sa propre région par diverses instances sociales, on constate l'émer-

gence de nettes différences selon qu'il s'agit là d'acteurs régionaux ou suprarégionaux. Sans surprise, les personnes interrogées estiment que les préoccupations des régions sont davantage entendues par les médias locaux, les PME et la politique cantonale que par les médias suprarégionaux, les grandes entreprises et la politique nationale. En comparaison avec 2021, les préoccupations des régions sont précisément perçues comme étant encore moins bien prises en compte par les grandes entreprises, les médias suprarégionaux et la politique nationale.

Prise en compte des préoccupations de sa propre région (ill. 17)

«Dans quelle mesure les préoccupations [de votre type d'espace] sont-elles prises en compte en Suisse?» (auto-évaluation du type d'espace choisi)

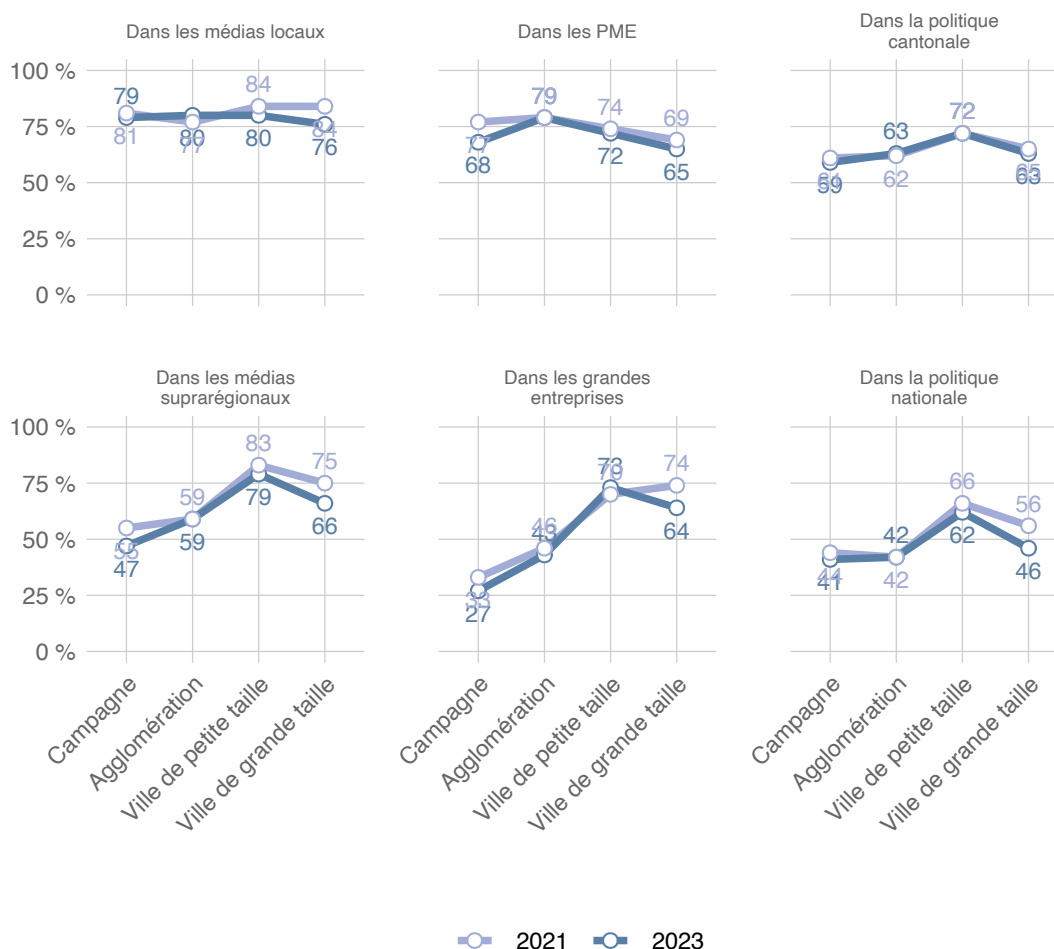


Seul un quart de la population de la campagne est d'avis que les grandes entreprises prennent suffisamment en compte les préoccupations des campagnes.

Une analyse par lieu de résidence révèle que les personnes issues de régions rurales et de l'agglomération ont la sensation d'être particulièrement peu représentées par les acteurs suprarégionaux. En revanche, les citadines et citadins interrogés ressentent une moindre différence de traitement de la part des acteurs régionaux et suprarégionaux. Il en ressort que les acteurs suprarégionaux sont souvent situés dans les centres urbains. Les grandes entreprises inspirent notamment beaucoup moins confiance qu'en 2021 (ill. 18). Seul un peu plus d'un quart de la population vivant en campagne est encore d'avis que les préoccupations des régions rurales sont suffisamment prises en compte par les grandes entreprises, contre un tiers en 2021. Cependant, la proportion de la population urbaine qui se sent prise en compte par les grandes entreprises a également chuté, passant de 74 à 64 %.

Prise en compte des préoccupations des différents types d'espace par les institutions (ill. 18)

«Dans quelle mesure les préoccupations [de votre type d'espace] sont-elles prises en compte en Suisse?» (auto-évaluation du type d'espace choisi)



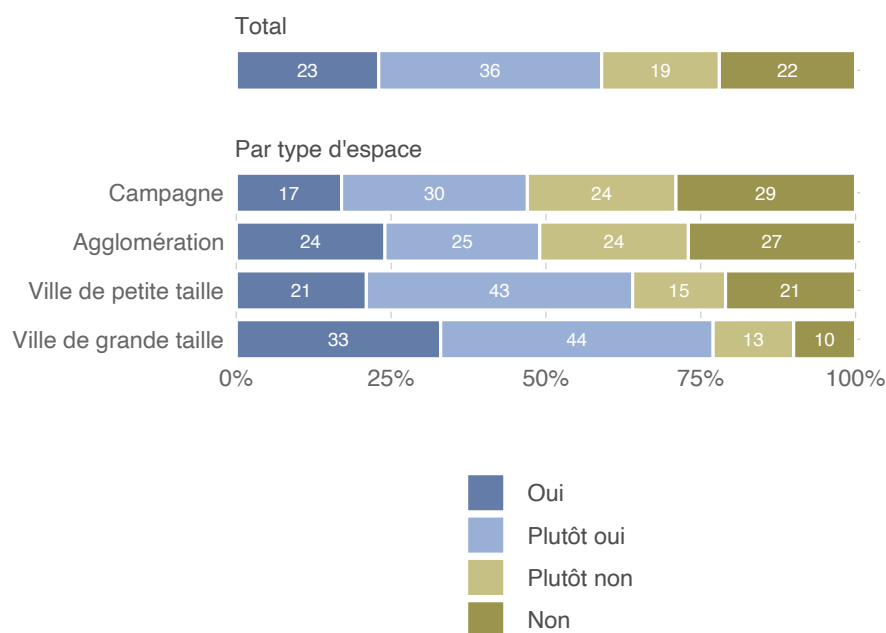
3.3. PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL

Fin 2022, les élections du Conseil fédéral avaient suscité un débat médiatique sur l'insuffisante prise en compte des intérêts de la population citadine suisse par Berne. L'Assemblée fédérale s'était alors prononcée contre la candidate favorite originaire de Bâle, Eva Herzog, et lui avait préféré l'outsider jurassienne Elisabeth Baume-Schneider, issue d'un canton rural à la structure relativement faible. Par ce vote, les villes de grande taille ne sont définitivement plus représentées au Conseil fédéral actuelle-

ment. Pourtant, 59 % des personnes interrogées estiment qu'au moins une conseillère fédérale ou un conseiller fédéral devrait être issu d'une ville de grande taille. Si on observe les résultats par type d'espace, on note qu'un peu moins de la moitié de la population rurale pense la même chose, tandis qu'une écrasante majorité des citadines et citadins partage cet avis.

Représentation de la population des villes au Conseil fédéral (ill. 19)

«Selon vous, devrait-il y avoir au moins une personne issue d'une grande ville au Conseil fédéral ?»

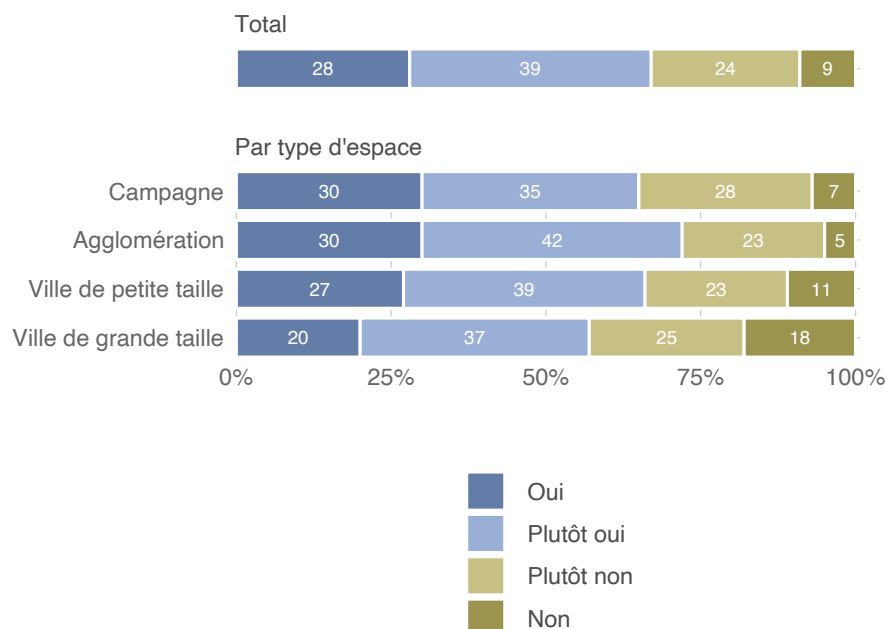


Nous avons interrogé la moitié des personnes participant à l'enquête au sujet de la représentation des villes au Conseil fédéral et avons demandé à l'autre moitié si les intérêts des villes étaient à leur avis suffisamment pris en compte par le Conseil fédéral ainsi constitué. Les deux questions ont été posées séparément, de manière à ne pas fausser les résultats. Bien que les villes de grande taille ne soient plus représentées au sein du nouveau Conseil fédéral, une large majorité des personnes interrogées (67 %) estiment que les intérêts des villes y sont tout de même suffisamment pris en compte. A contre-courant de ce qu'ont proclamé les médias suite aux élections du Conseil fédéral, la population ne voit en réalité ici aucune perte. Cette perception vaut même pour les personnes résidant dans une ville de grande taille : en ef-

fet, 57 % d'entre elles pensent que les intérêts des villes de grande taille sont suffisamment pris en compte.

Prise en compte des intérêts des villes par le Conseil fédéral (ill. 20)

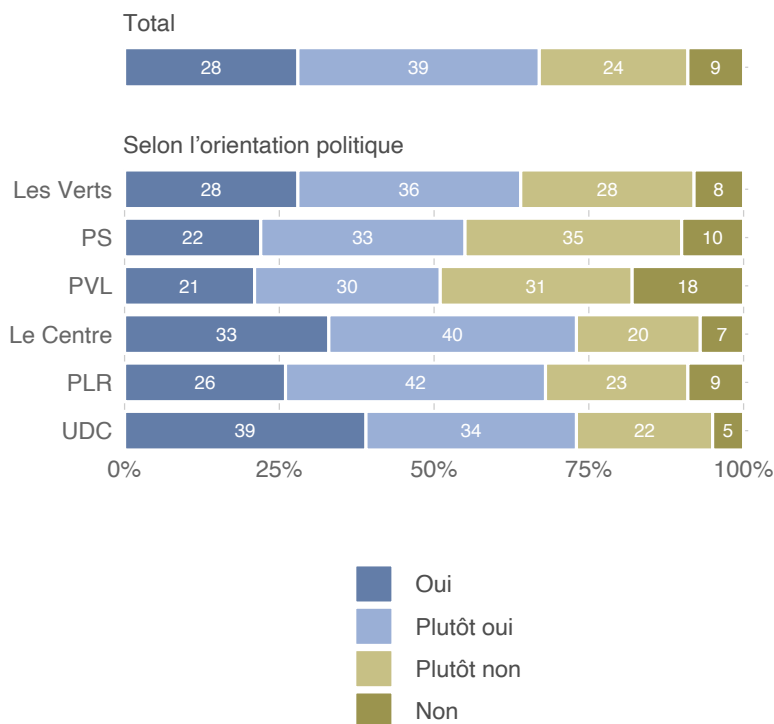
«A votre avis, les intérêts des villes sont-ils suffisamment représentés par le Conseil fédéral nouvellement constitué ?»



Ces résultats indiquent que la majorité des citadines et citadins considèrent que la prise en compte de leurs intérêts ne dépend pas de l'origine ou du lieu de résidence des membres du Conseil fédéral. Ainsi, lorsque la population émet le souhait d'une meilleure représentation des villes de grande taille au Conseil fédéral, elle fait plutôt part ici, par principe, de ses préoccupations quant à une composition équilibrée du gouvernement. Lorsque l'on creuse la question et que l'on se penche de manière concrète sur la prise en compte des intérêts, la population semble déjà moins préoccupée.

Prise en compte des intérêts des villes par le Conseil fédéral (ill. 21)

«A votre avis, les intérêts des villes sont-ils suffisamment représentés par le Conseil fédéral nouvellement constitué ?»



Même la population urbaine estime que ses intérêts sont pris en compte par le Conseil fédéral.

La question sur la prise en compte des intérêts des villes par le Conseil fédéral n'a pas fait apparaître d'antagonisme classique entre la gauche et la droite dans les réponses. Ainsi, s'ils sont certes un peu plus nombreux parmi l'électorat du PS à répondre par la négative, ils sont toutefois moins nombreux à partager cette opinion parmi les Verts. L'électorat du PVL est celui qui considère les intérêts des villes comme étant le plus insuffi-

samment pris en compte par le Conseil fédéral. En effet, lors des élections du Conseil fédéral, le groupe parlementaire des Vert'libéraux a été le seul à se prononcer nettement en faveur de la citadine Eva Herzog.

Autosuffisance et utilisation du sol

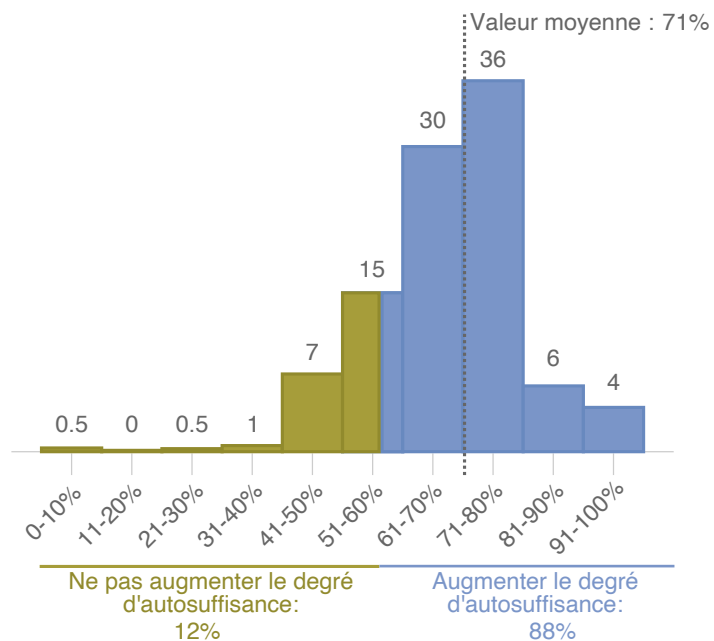
Le sol est un bien rare en Suisse. Alors que la croissance démographique et le besoin en espace exercent une pression croissante sur les terres agricoles destinées aux cultures, la population souhaite pourtant voir augmenter le degré d'autosuffisance alimentaire. Les champs de tensions et les solutions potentielles qui découlent de cette contradiction font l'objet du premier grand dossier du baromètre ville-campagne fenaco 2023.

4.1. DÉSIR ACCRU D'AUTOSUFFISANCE

Le degré d'autosuffisance alimentaire (brut) se situe aujourd'hui en Suisse aux alentours des 57 %. L'écrasante majorité des personnes interrogées (88 %) souhaitent voir augmenter la proportion de denrées alimentaires produites en Suisse, pour atteindre 71 % en moyenne. Elles ne sont que 12 % à considérer le degré d'autosuffisance alimentaire actuel comme acceptable ou à souhaiter voir celui-ci diminuer. L'illustration 22 ci-après représente la répartition du degré d'autosuffisance souhaité entre 0 et 100 %.

Degrés d'autosuffisance alimentaire actuel et souhaité (ill. 22)

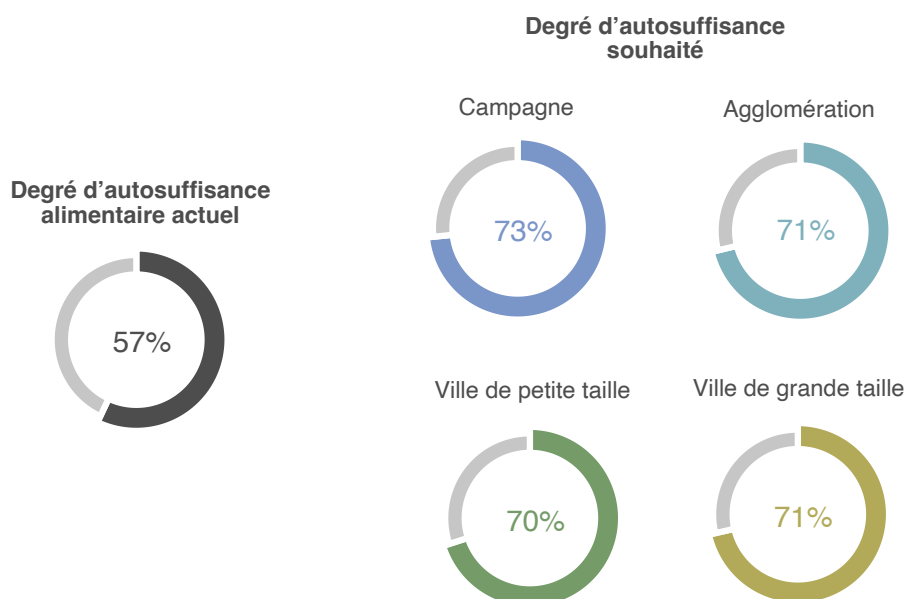
«Actuellement, le degré d'autosuffisance alimentaire s'élève à 57 %. A votre avis, quel devrait être le degré d'autosuffisance alimentaire ?»



Voir le degré d'autosuffisance alimentaire augmenter est un souhait qui ne varie que très peu en fonction du type d'espace. La population rurale aimerait atteindre un degré d'autosuffisance de 73 %, chiffre qui se situe légèrement au-dessus de la moyenne nationale. De leur côté, les personnes résidant dans des villes de grande taille souhaitent atteindre un degré d'autosuffisance de 71 %, ce qui correspond exactement à la moyenne suisse.

Degrés d'autosuffisance alimentaire actuel et souhaité en fonction du type d'espace (ill. 23)

«Actuellement, le degré d'autosuffisance alimentaire s'élève à 57 %. A votre avis, quel devrait être le degré d'autosuffisance alimentaire?»



L'augmentation du degré d'autosuffisance, un souhait partagé tant par la ville que par la campagne.

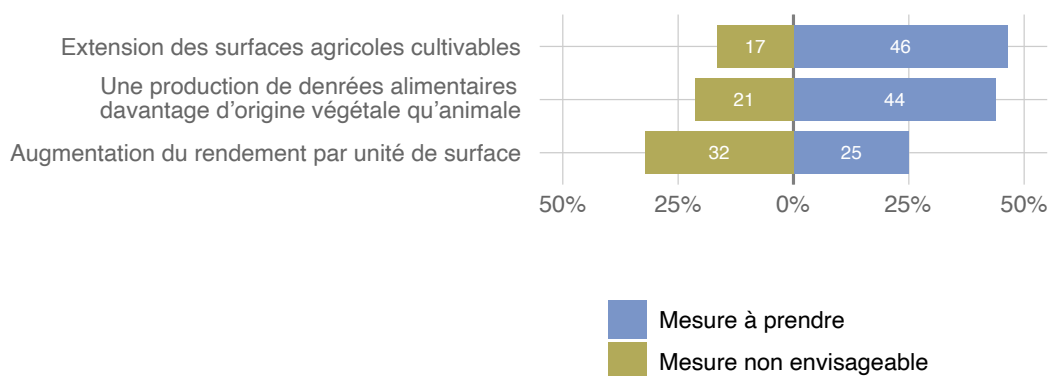
L'augmentation du degré d'autosuffisance est un souhait partagé par l'ensemble de l'éventail politique : le degré d'autosuffisance moyen visé ne varie en effet que de façon minimale d'une sensibilité politique à l'autre.

Afin d'augmenter le degré d'autosuffisance alimentaire, trois solutions ont été proposées dans l'enquête : étendre les surfaces agricoles cultivables, exploiter les surfaces existantes de manière plus productive ou bien accroître la part de denrées

alimentaires d'origine végétale aux dépens de celles d'origine animale. Bien que la plupart des personnes interrogées demandent une nette augmentation du degré d'autosuffisance, elles se montrent néanmoins réticentes aux mesures à prendre pour y parvenir. Aucune des trois solutions proposées ne s'est ainsi attiré les faveurs de la majorité des personnes sondées. L'approche privilégiée par les personnes interrogées est celle qui consiste à étendre les surfaces agricoles : 46 % se prononcent en faveur de cette mesure, et seules 17 % l'excluent totalement. Dans un pays qui est déjà marqué par des conflits liés à l'exploitation des sols et qui subit une pression urbaine croissante, cela est évidemment plus facile à dire qu'à faire.

Degré d'adhésion aux différentes méthodes visant à augmenter l'autosuffisance (ill. 24)

«De quelle manière le degré d'autosuffisance alimentaire de la Suisse doit-il être augmenté ?», «Parmi les propositions données, lesquelles ne sont pas du tout envisageables pour vous?»



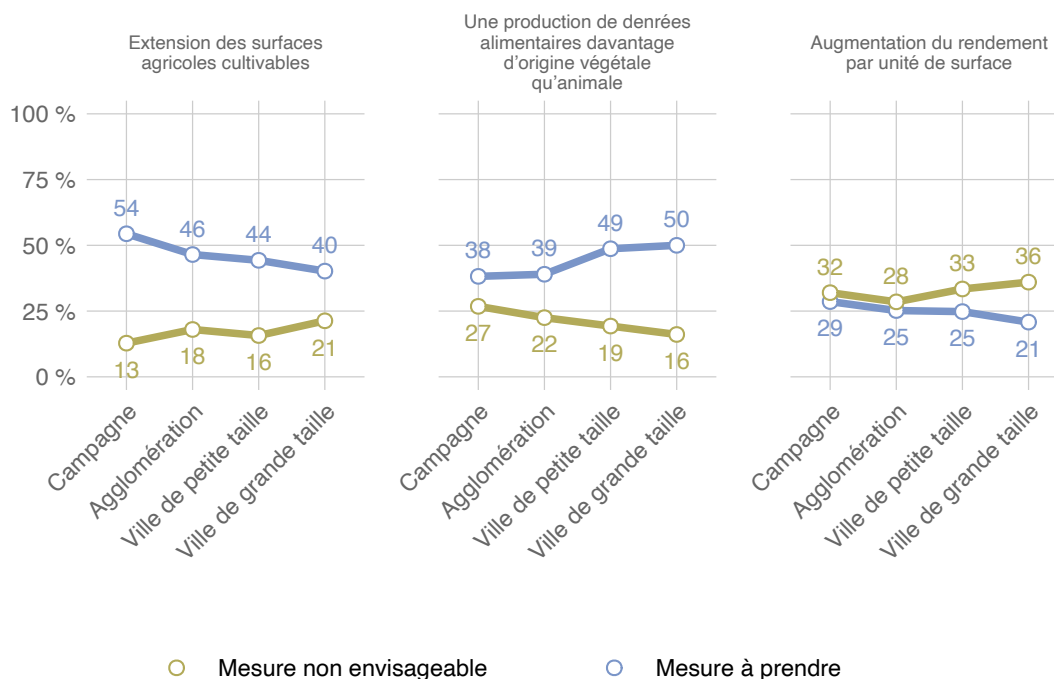
44 % sont par ailleurs d'avis que la Suisse devrait produire plus de denrées alimentaires d'origine végétale que d'origine animale, une mesure à laquelle s'opposent nettement 21 % des sondés. Cependant, le fait est que la consommation de viande en Suisse est restée constante ces dernières années et qu'elle ne diminue donc pas assez pour augmenter légèrement le degré d'autosuffisance de cette manière. Enfin, l'augmentation du rendement par unité de surface est la solution à laquelle la population s'oppose le plus farouchement : seul un quart des Suissesses et des Suisses considèrent qu'elle est envisageable, et 32 % sont totalement contre. Face au manque d'espace auquel la Suisse se voit confrontée, l'augmentation du rendement reste la solution la plus réaliste

pour augmenter le degré d'autosuffisance alimentaire du pays.
Elle est cependant la méthode la moins populaire.

Seules 25 % des personnes sondées se disent explicitement en faveur d'une production alimentaire plus intensive en Suisse.

Adhésion aux méthodes visant à augmenter l'autosuffisance, par type d'espace (ill. 25)

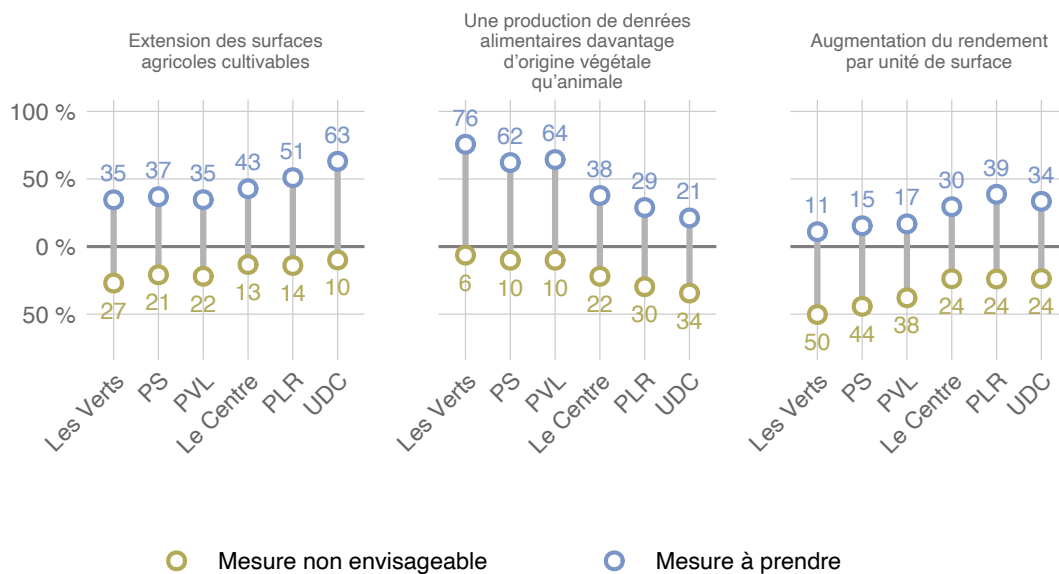
«De quelle manière le degré d'autosuffisance alimentaire de la Suisse doit-il être augmenté ?», «Parmi les propositions données, lesquelles ne sont pas du tout envisageables pour vous?»



Comme indiqué précédemment, voir augmenter le degré d'auto-suffisance alimentaire est un souhait partagé par l'ensemble de la population, indépendamment du type d'espace ou de la sensibilité politique. Mais lorsqu'il est question de discuter de mesures concrètes pour atteindre cet objectif, on voit apparaître des différences flagrantes dans les résultats. Ainsi, l'extension des surfaces agricoles cultivables est particulièrement souhaitée dans les régions rurales. A l'inverse, les régions urbaines lui préfèrent la production accrue de denrées alimentaires d'origine végétale. Une fois encore, l'augmentation du rendement par unité de surface est l'approche qui s'attire toutes les foudres, mais en particulier celles des habitantes et habitants des villes de grande taille, les plus sceptiques.

Adhésion aux méthodes visant à augmenter l'autosuffisance, par affiliation politique (ill. 26)

«De quelle manière le degré d'autosuffisance alimentaire de la Suisse doit-il être augmenté ?», «Parmi les propositions données, lesquelles ne sont pas du tout envisageables pour vous?»



En fonction des sensibilités politiques, les approches visant à augmenter le degré d'autosuffisance sont perçues de manière très différente. L'électorat de la gauche et des Verts est moins en faveur de l'extension des surfaces agricoles que celui des partis bourgeois, ce qui vaut également pour l'augmentation du rendement par unité de surface. Alors que les partisans de l'UDC voient d'un très bon œil l'extension des surfaces agricoles,

parmi les partisans du PLR, c'est l'augmentation du rendement qui emporte le plus d'adhésion. En revanche, les affiliés aux partis bourgeois restent sceptiques face à la production accrue de denrées alimentaires d'origine végétale. La position de la gauche est dans chaque cas de figure particulièrement bien représentée par l'électorat des Verts, suivi par celui du PS et du PVL. Celui-ci se positionne de manière très similaire au PS en ce qui concerne les denrées alimentaires.

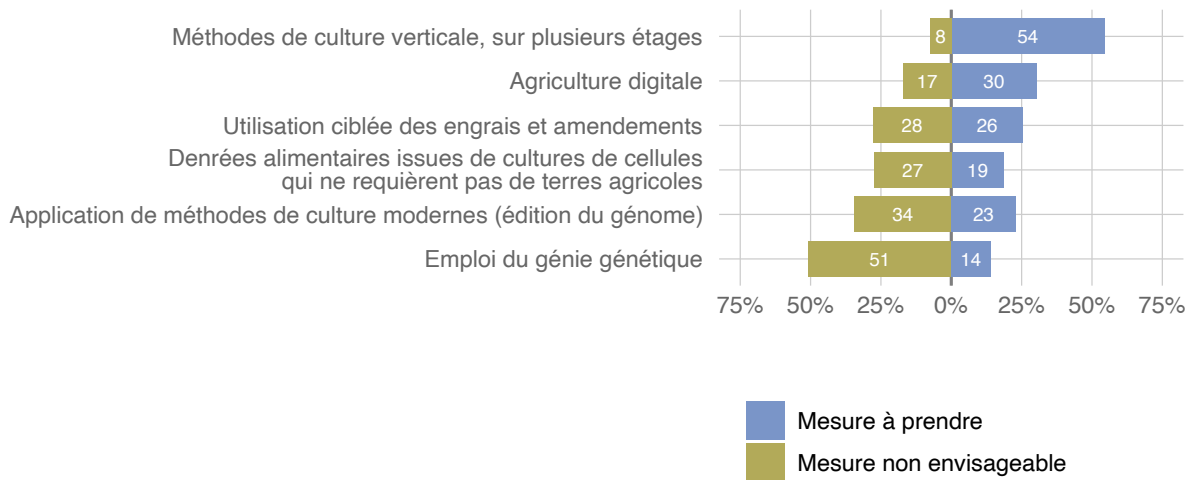
4.2. APPROCHES INNOVANTES POUR AUGMENTER LE RENDEMENT

Nous l'avons vu, l'ensemble de la population suisse se montre réticente à toute augmentation du rendement agricole par unité de surface. Cette réticence se manifeste également à l'encontre de méthodes concrètes visant potentiellement à augmenter le rendement. Une seule des méthodes proposées recueille l'adhésion d'une majorité de personnes interrogées : 54 % des Suissesses et des Suisses envisagent ainsi, comme méthode d'augmentation du rendement agricole, l'exploitation de cultures verticales sur plusieurs étages, et seuls 8 % excluent totalement cette approche. Du point de vue de la population, l'agriculture verticale semble être la solution idéale pour accroître le rendement agricole dans le pays.

Degré d'adhésion aux différentes méthodes d'amélioration du rendement agricole (ill. 27)

«Comment augmenter le rendement de l'agriculture par unité de surface?»

«Quelles méthodes pour augmenter davantage le rendement devraient en principe être exclues?»



Seules 34 % des personnes interrogées opposent un refus catégorique à l'édition génomique

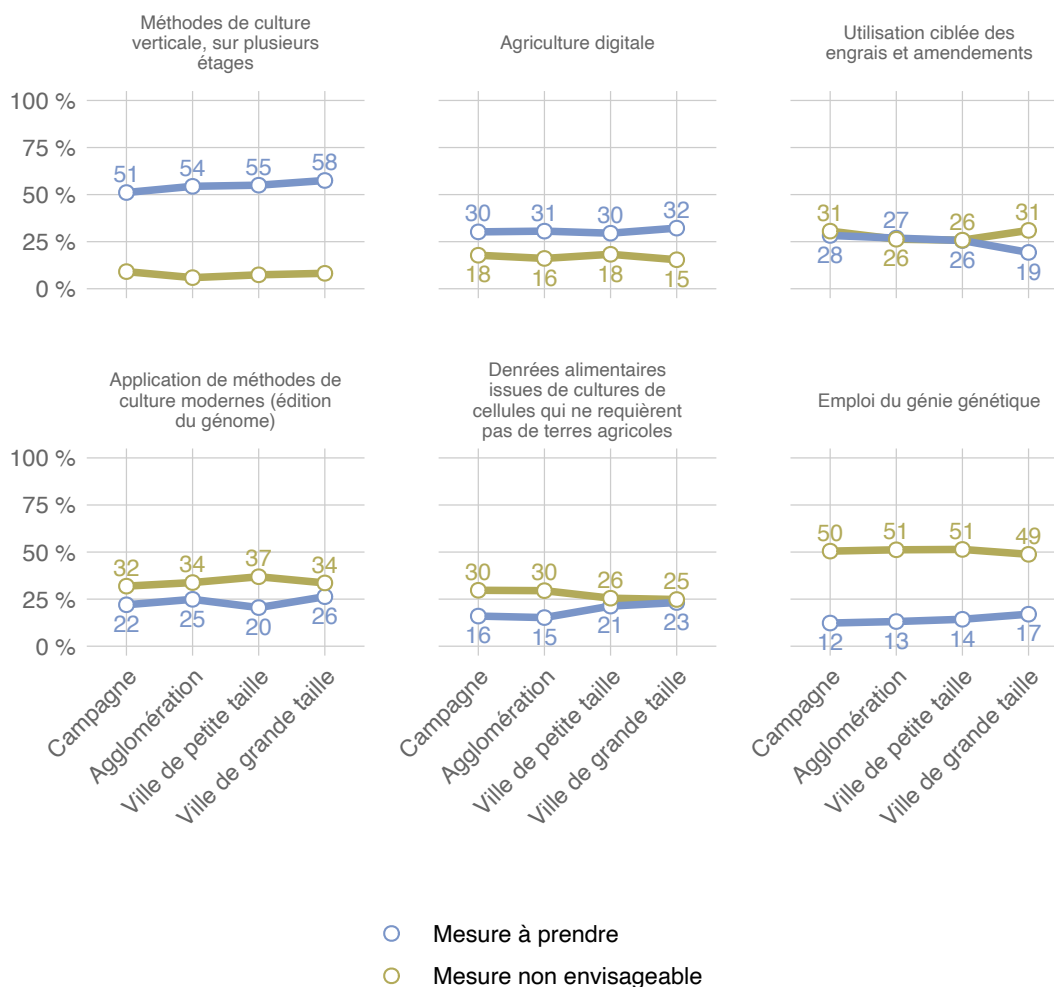
D'autres méthodes ne sont soutenues que par une minorité de personnes sondées. Par exemple, elles ne sont que 30 % à considérer qu'il devrait être fait usage de méthodes digitales pour accroître le rendement, et ce malgré la révolution digitale qui s'opère déjà depuis un bon moment dans le secteur agricole. Toutefois, seules 17 % s'opposent totalement à une accélération de la digitalisation dans l'agriculture, et 53 % ne se prononcent pas. Ces résultats révèlent une certaine ambivalence : même si, à l'exception de l'agriculture verticale, aucune méthode ne s'attire les faveurs de la population, aucune ne se voit non plus rejetée en bloc. Cette absence de rejet total vaut ainsi pour les denrées alimentaires issues de cultures cellulaires et les procédés de

sélection avec édition génomique. L'édition génomique consiste à modifier et à optimiser de manière ciblée le patrimoine génétique de plantes ou d'animaux. Seules 34 % des personnes interrogées opposent ainsi un refus catégorique à l'édition génomique. Mais, dans le même temps, seules 23 % envisagent également une telle approche. Le génie génétique classique, qui consiste là encore à modifier la constitution génétique d'un organisme, se voit quant à lui rejeté de manière catégorique par une majorité (51 %) de personnes interrogées. Seules 14 % souhaitent s'engager fermement dans cette voie.

Degré d'adhésion aux méthodes d'amélioration du rendement agricole, par type d'espace (ill. 28)

«Comment augmenter le rendement de l'agriculture par unité de surface?»

«Quelles méthodes pour augmenter davantage le rendement devraient en principe être exclues?»



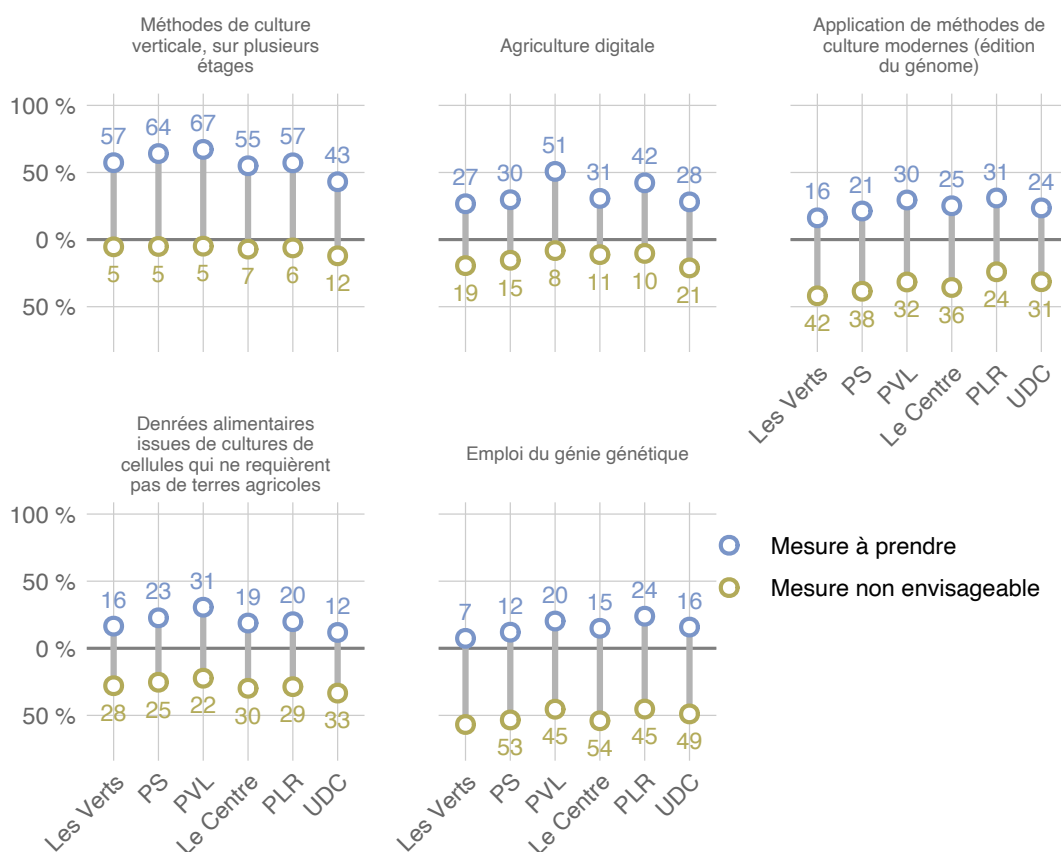
○ Mesure à prendre
○ Mesure non envisageable

Les diverses méthodes visant à améliorer le rendement ne sont pas perçues de manière fondamentalement différente en fonction du type d'espace (ville ou campagne). En dehors des centres urbains, le reste de la population jette un regard un peu plus critique sur les denrées alimentaires issues de cultures cellulaires. A contrario, la population des villes de grande taille se montre quant à elle plus sceptique vis-à-vis de l'utilisation ciblée d'engrais et amendements comme méthode d'augmentation du rendement.

Degré d'adhésion aux méthodes d'amélioration du rendement agricole, par orientation politique (ill. 29)

«Comment augmenter le rendement de l'agriculture par unité de surface?»

«Quelles méthodes pour augmenter davantage le rendement devraient en principe être exclues?»

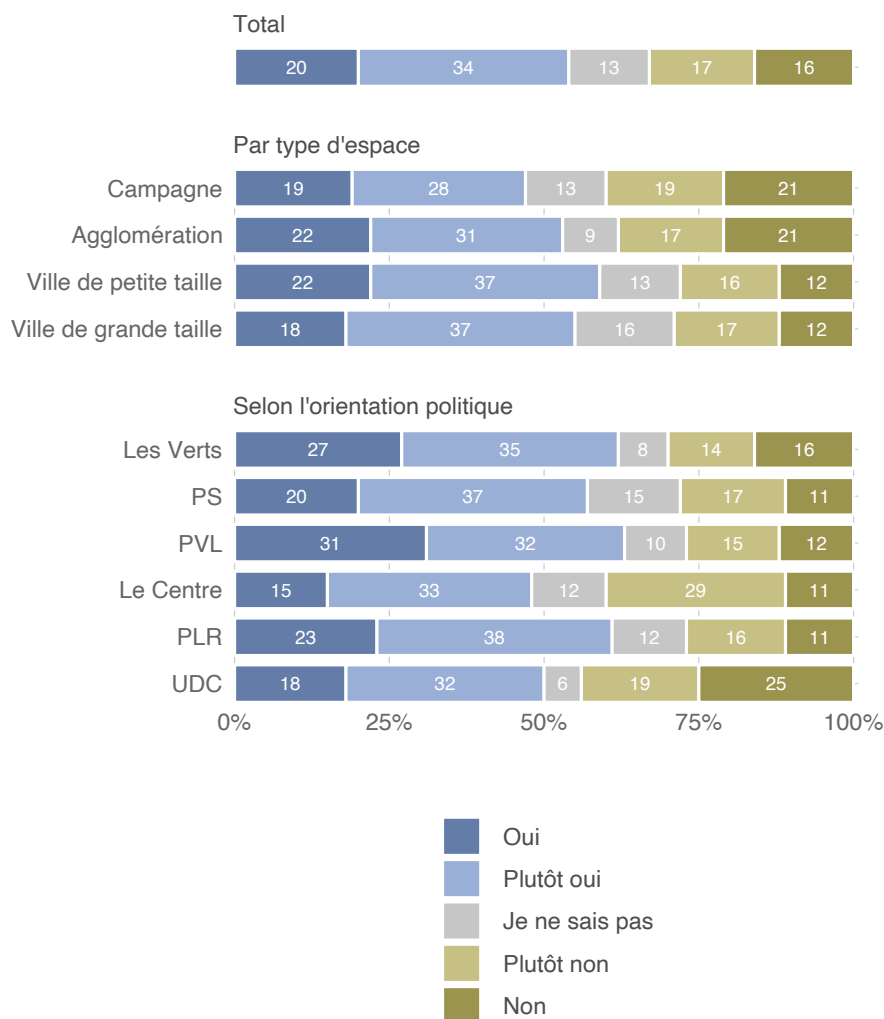


De même que pour les différents types d'espace, l'orientation politique n'influe pas de manière déterminante sur la perception des différentes méthodes. Ainsi, l'ensemble de l'échiquier politique se montre très réticent à tout usage du génie génétique clas-

sique et, à l'inverse, globalement favorable à l'agriculture verticale. L'électorat de l'UDC est ici le seul à émettre de plus fortes réserves. Les partisans du Parti vert/libéral sont quant à eux particulièrement ouverts aux nouvelles idées et aux approches innovantes. Enfin, l'électorat du PLR est le plus favorable à la méthode de l'édition génomique et au génie génétique.

Nouvelles méthodes de culture également en zone agricole (ill. 30)

«Actuellement, les nouvelles méthodes de culture (culture verticale, culture de cellules pour la viande de laboratoire) ne sont pratiquement réalisables qu'en zone commerciale. Devraient-elles également être possibles en zone agricole?»

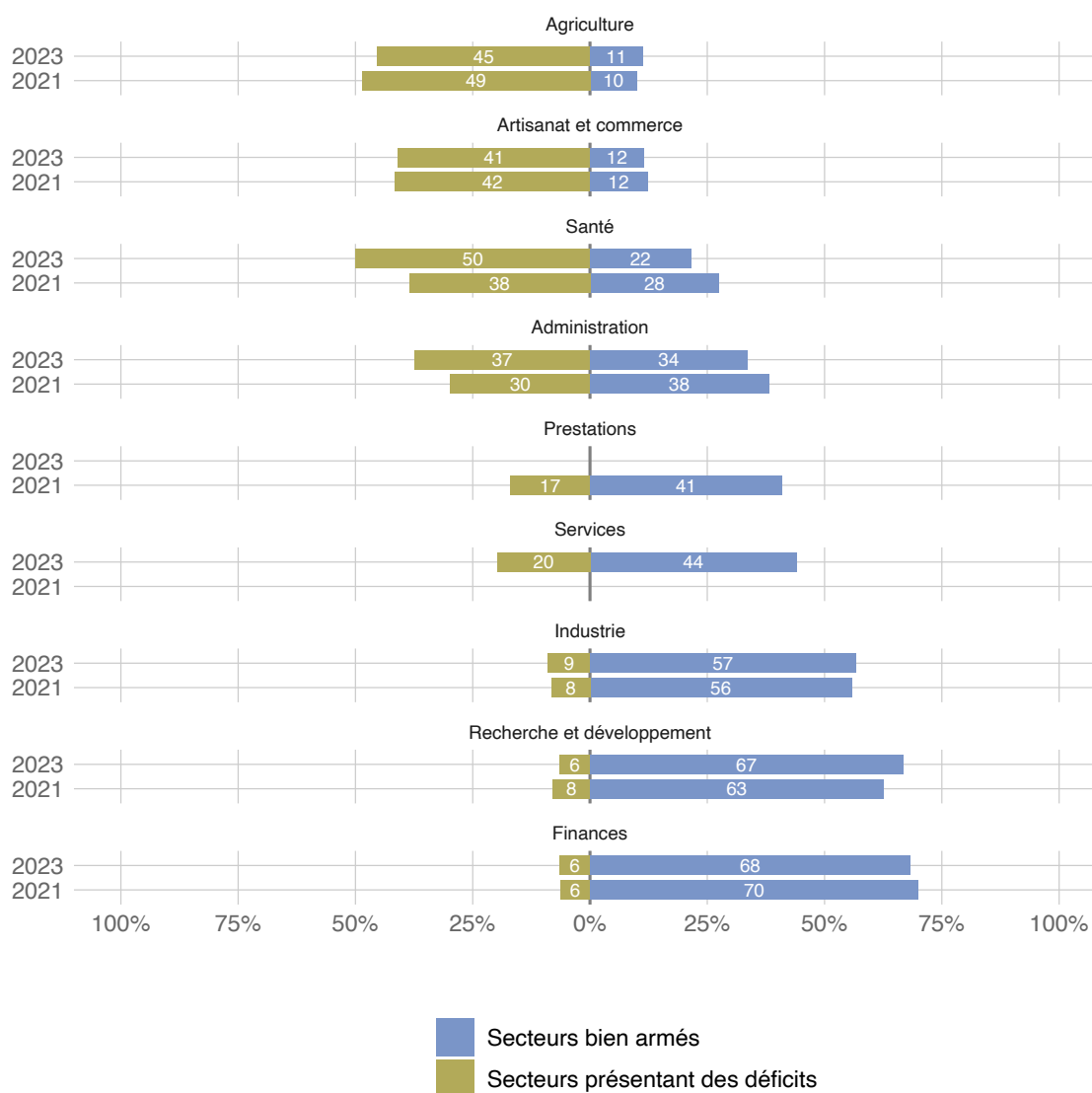


Actuellement, les méthodes de culture innovantes, telles que l'agriculture verticale ou les denrées alimentaires issues de cultures cellulaires, ne sont possibles que dans les zones commerciales, et non dans les zones agricoles. La majorité de la

population suisse se dit favorable à une modification dans la loi afin de permettre l'ouverture des zones agricoles à des méthodes novatrices de production alimentaire. 54 % se disent ainsi favorables ou plutôt favorables à une telle ouverture. A l'inverse, ils sont 33 % à se dire opposés à une telle proposition.

Qui est armé, qui ne l'est pas ? (ill. 31)

«Parmi les secteurs suivants, quels sont ceux qui sont bien armés en Suisse pour la transition numérique ?... Où voyez-vous des déficits quant à la gestion de la transition numérique ?»



Comme nous l'avons vu précédemment, seules 17 % des personnes interrogées sont nettement défavorables à une accélération de la digitalisation dans l'agriculture. Cependant, elles ne

sont également que 30 % à soutenir la digitalisation et à y voir un outil d'avenir, et ce bien que les outils numériques servant à contrôler l'ensemencement, les engrais et amendements ou encore l'irrigation contribuent directement à une gestion plus efficace des ressources. La retenue, voire le manque d'intérêt, exprimés ici s'expliquent peut-être par la perception selon laquelle l'agriculture n'a aucune affinité avec la digitalisation. En effet, elles ne sont que 11 % à considérer que l'agriculture est suffisamment bien armée pour faire face à la transition numérique, alors que 45 % voient des déficits dans le secteur agricole quant au numérique (voir ill. 31). Même s'il est possible de noter une légère amélioration de cette perception en comparaison avec l'enquête de 2021, il reste toutefois évident que l'agriculture suisse n'est pas vue comme étant un secteur propice aux innovations numériques.

4.3. UTILISATION DU SOL ET CONFLITS

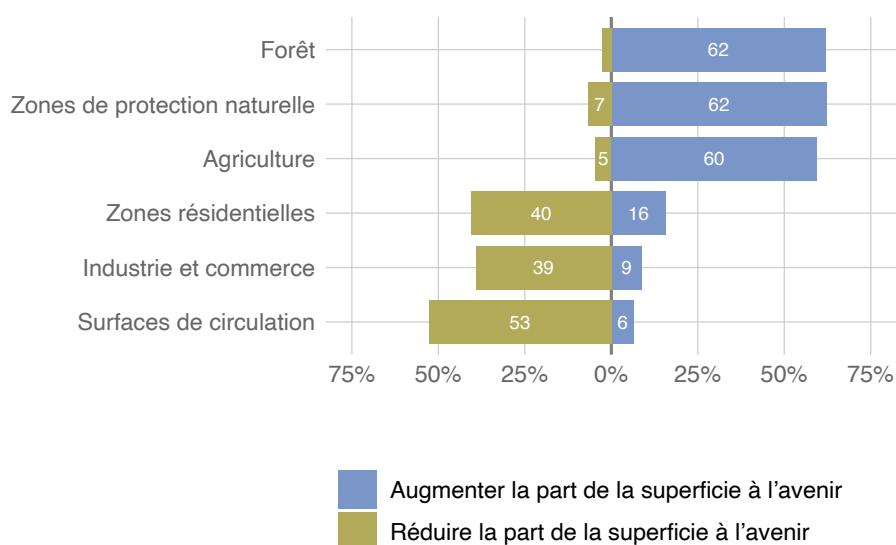
L'approche la plus populaire pour augmenter le degré d'autosuffisance dans le secteur agricole est d'en étendre les surfaces. Cependant, une telle approche n'est réalisable qu'en réduisant les surfaces dédiées aux autres types d'utilisation du sol. Lorsque l'on interroge la population, il ressort clairement que l'extension des surfaces agricoles ne doit pas se faire au détriment de certains types d'utilisation du sol. Ainsi, 62 % des personnes interrogées estiment que plus d'espace doit être libéré en Suisse pour la forêt et les zones de protection naturelle, ou au moins que ces espaces ne doivent pas être réduits. Elles sont presque aussi nombreuses à se positionner en faveur d'une extension des surfaces agricoles (60 %). Selon les réponses, ce sont les surfaces bâties qui doivent être réduites : 53 % souhaitent ainsi la réduction des surfaces de circulation, 40 % celle des zones résidentielles et, enfin, 39 % celle des zones industrielles et commerciales. La population aimerait donc se mettre au vert, dans un pays moins gris. Mais si la nette majorité des personnes interrogées se prononce pour plus d'espaces verts, elles ne sont pas majoritaires à désapprouver les espaces bétonnés. Or, compte tenu de l'évolution dé-

mographique du pays et du besoin en espace par personne qui est loin de diminuer, une réduction des surfaces bâties en Suisse n'est pas une mince affaire. Une enquête permet toutefois aux personnes qui y répondent d'exprimer leurs souhaits librement, sans avoir à se préoccuper de leur mise en œuvre.

Préférences en matière d'utilisation future du sol en Suisse (ill. 32)

«Le sol est un bien rare dans une Suisse en pleine croissance. A quelle utilisation du sol doit-on réserver une plus grande part de surface à l'avenir?»

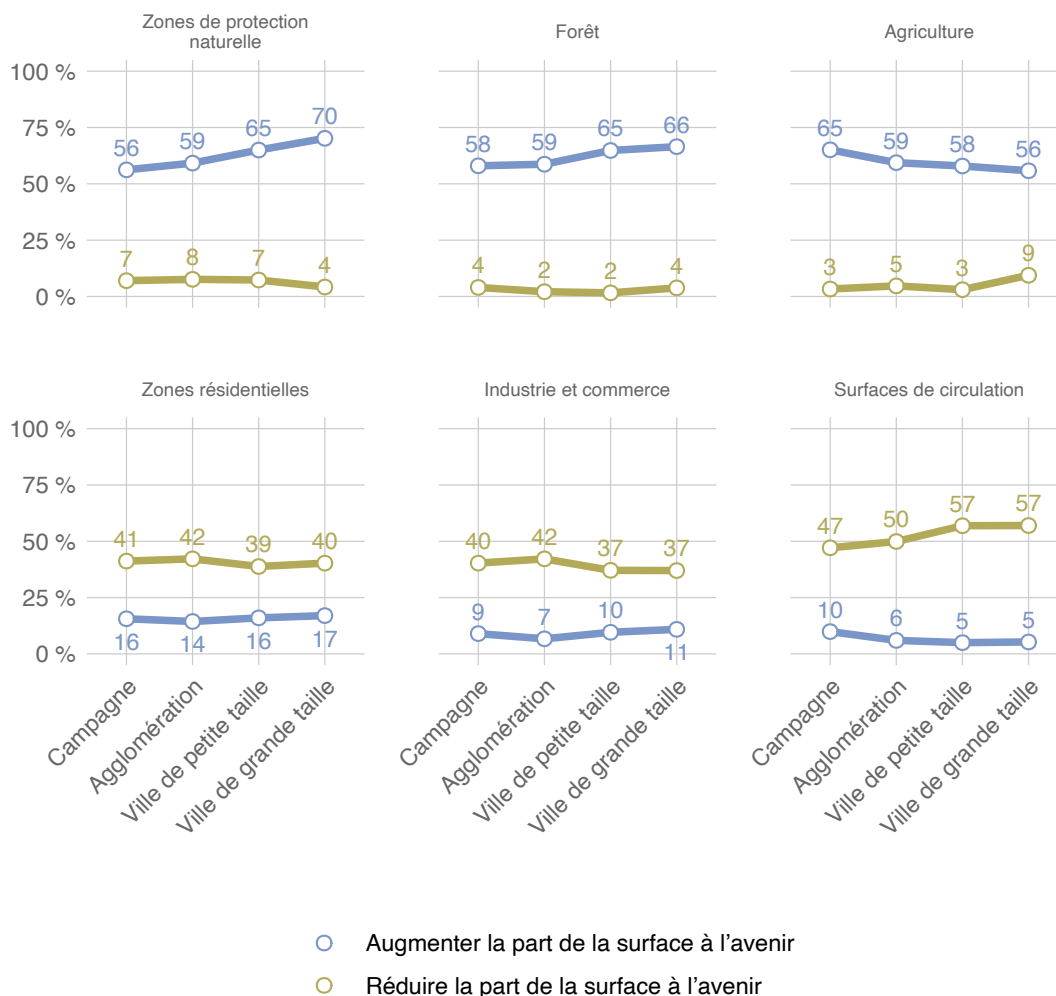
«A quelle utilisation du sol doit-on réserver une plus faible part de surface à l'avenir?»



Les préférences en matière d'utilisation du sol à l'avenir ne se distinguent pas de manière fondamentale en fonction du type d'espace (ville ou campagne), mais certaines tendances se dessinent tout de même. Les personnes qui vivent dans un environnement urbain sont ainsi beaucoup plus nombreuses à vouloir privilégier les zones de protection naturelle. Elles se prononcent également de manière plus nette en faveur d'une extension des surfaces forestières et d'une réduction des surfaces de circulation. L'extension des surfaces agricoles est quant à elle particulièrement privilégiée par les personnes issues des régions rurales.

Préférences en matière d'utilisation future du sol en Suisse, selon le type d'espace (ill. 33)

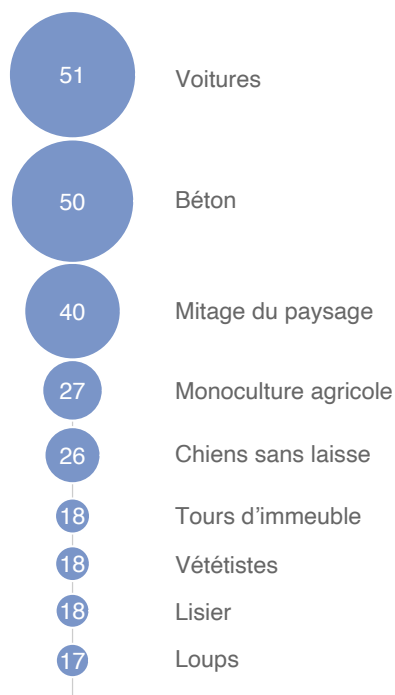
«Le sol est un bien rare dans une Suisse en pleine croissance. A quelle utilisation du sol doit-on réserver une plus grande part de surface à l'avenir?»
 «A quelle utilisation du sol doit-on réserver une plus faible part de surface à l'avenir?»



L'envie de se départir des zones bétonnées se reflète aussi dans les réponses données à la question désinvolte « Lesquelles des propositions suivantes sont trop fréquentes en Suisse? ». Juste après les voitures, c'est bien le béton qui arrive en tête de liste. D'autres sujets, qui reviennent pourtant souvent dans les discussions liées à la ville et à la campagne, suscitent moins l'intérêt des personnes sondées : seules 17 % mentionnent les loups et 18 %, le lisier.

Éléments perçus comme étant trop fréquents/présents en Suisse (ill. 34)

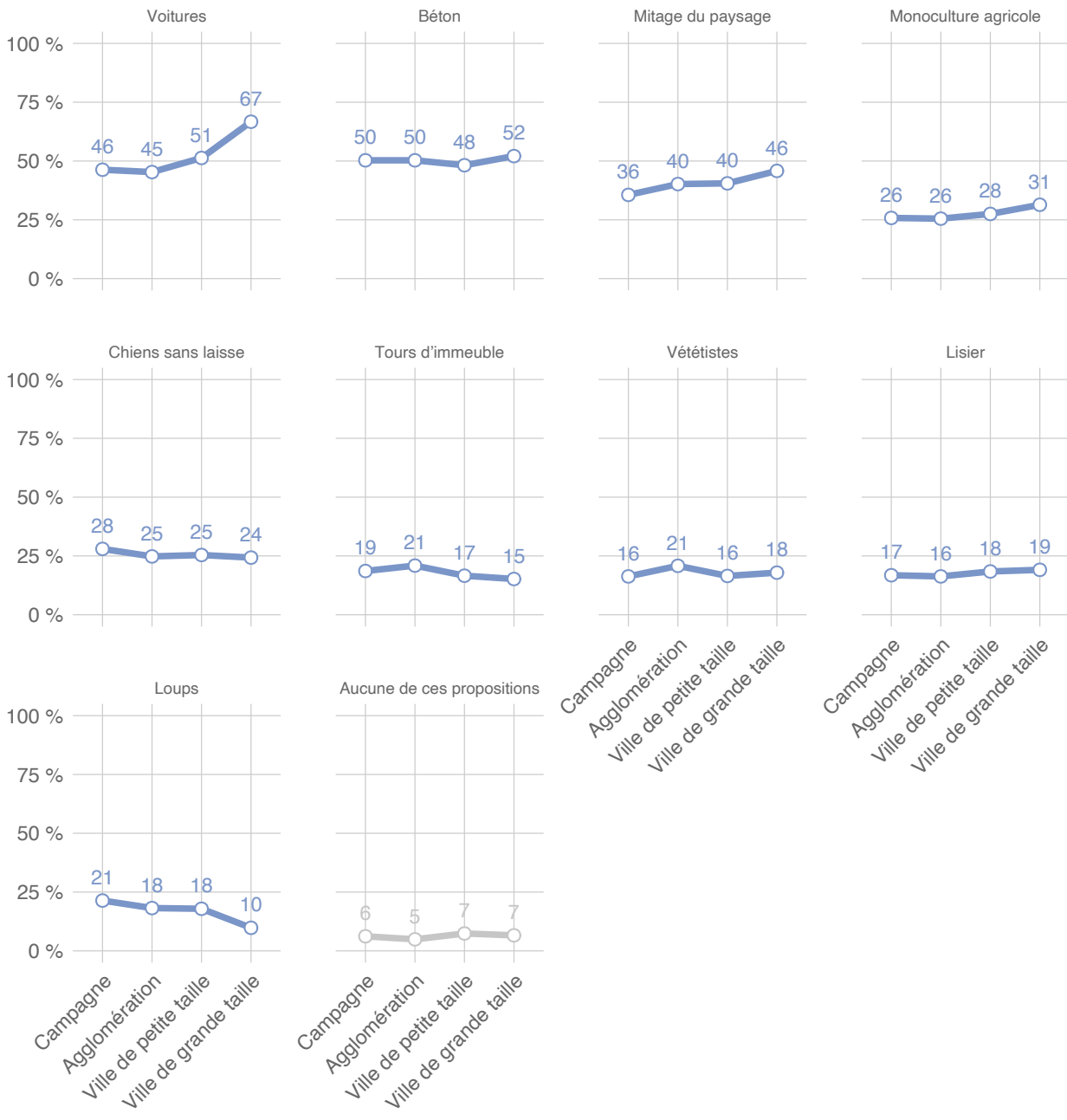
«A votre avis, lesquelles des propositions suivantes sont trop fréquentes en Suisse?»



Il est très intéressant de noter que la surabondance de béton est similairement condamnée dans tous les types d'espace. Par contre, le mitage du paysage et, surtout, l'abondance de voitures sont plus fortement décriés dans les zones urbaines. L'élément qui divise le plus la ville et la campagne reste ainsi la voiture, qui s'impose même devant le loup.

Eléments perçus comme étant trop fréquents/présents en Suisse, en fonction du type d'espace (ill. 35)

«A votre avis, lesquelles des propositions suivantes sont trop fréquentes en Suisse?»

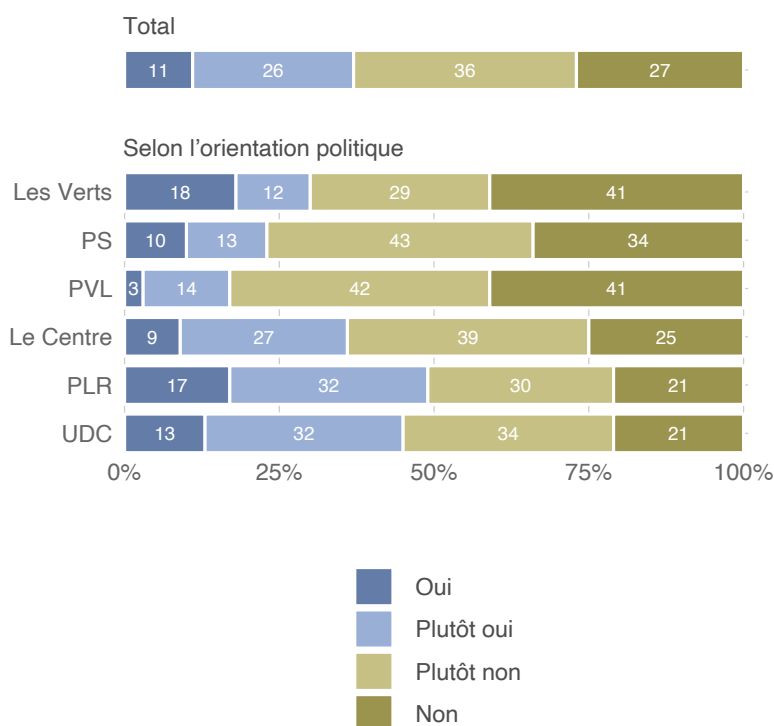


4.4. RECONVERTIR MAIS PAS CRÉER DE ZONES À BÂTIR

Nous l'avons vu, la population suisse souhaite globalement voir s'étendre les espaces verts et se réduire les espaces bétonnés. C'est donc sans surprise que 63 % des personnes répondant à l'enquête sont contre un retour à une plus grande facilité de raccorder ou de classer en zone à bâtir des nouveaux terrains en Suisse. Les partisans du PVL sont ceux qui s'opposent le plus fortement à la facilitation du classement en zone à bâtir, alors que les partisans du PLR sont ceux qui y sont le plus favorables. Or, même parmi eux, à peine la moitié souhaite faciliter le classement en zone à bâtir des nouveaux terrains.

Adhésion à un raccordement simplifié de terrains constructibles, par sensibilité politique (ill. 36)

«Devrait-il, à l'avenir, être à nouveau plus simple de raccorder/classer en zones de nouveaux terrains à bâtir en Suisse?»

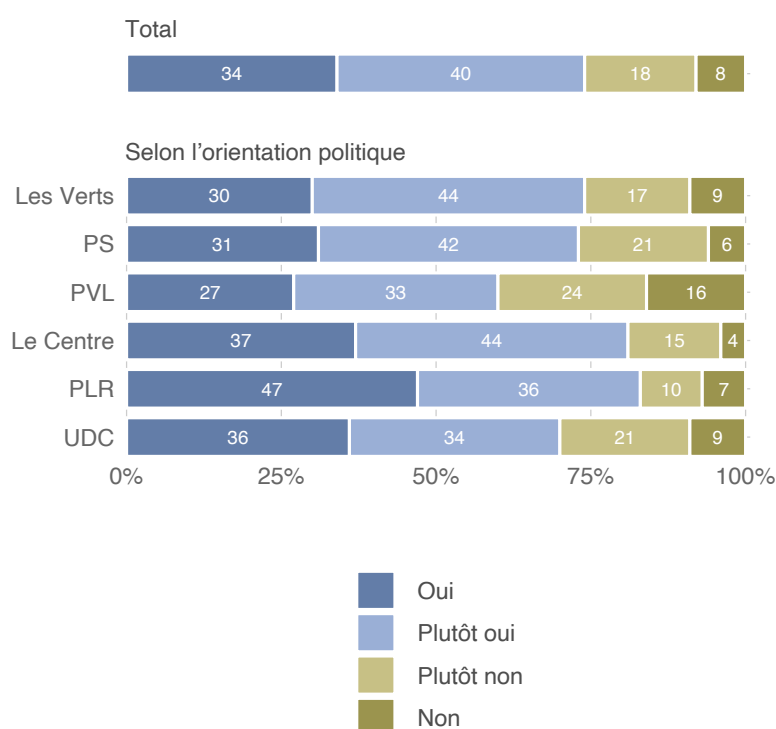


Lorsqu'il est question des nouveaux terrains constructibles, la majorité des Suissesses et des Suisses préfèrent s'en tenir à la politique d'organisation du territoire actuelle. Cependant, la popu-

lation se dit favorable à un assouplissement de la loi sur l'aménagement du territoire lorsqu'il s'agit de reconvertir les bâtiments situés en dehors des zones à bâtir. 74 % des personnes interrogées sur la reconversion en habitations d'anciens bâtiments agricoles (mayens, granges) situés en dehors des zones à bâtir répondent ainsi « plutôt oui » et « oui ». On constate également un antagonisme gauche/droite moins marqué à ce sujet que lorsqu'il était question de la facilitation du classement en zone à bâtir.

Adhésion à la reconversion en habitations de bâtiments agricoles, par appartenance politique (ill. 37)

«Les anciens bâtiments agricoles (mayens, granges) doivent-ils pouvoir être utilisés comme bâtiments d'habitation en dehors des zones à bâtir ?»

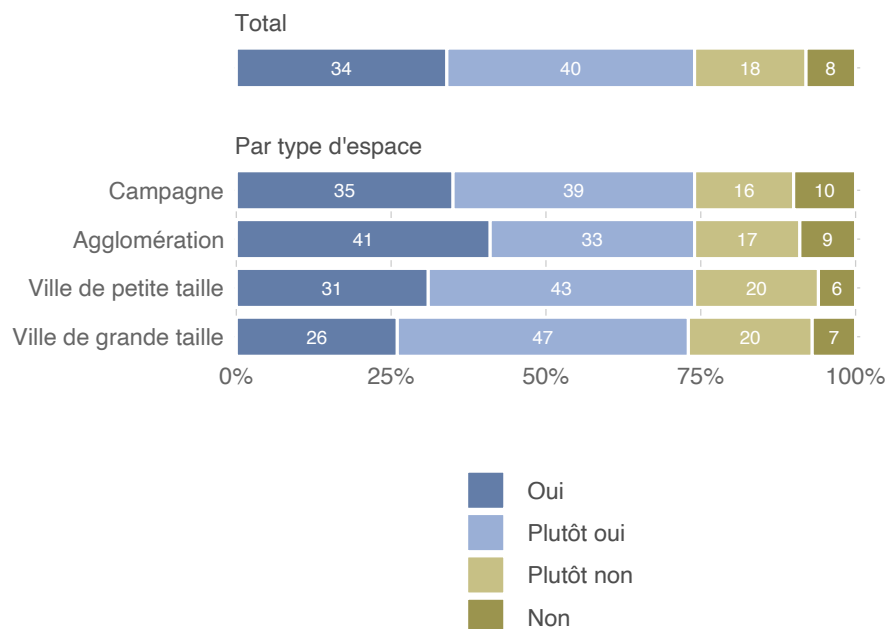


D'ailleurs, alors même que la question de la reconversion des anciens bâtiments agricoles situés en dehors des zones à bâtir concerne surtout les régions rurales, là encore aucun antagonisme ville-campagne net ne se dessine. Tous les types d'espace sans exception se disent favorables à la reconversion, les résultats variant entre 73 % et 74 %. Nuançons légèrement ici notre propos : les personnes issues des régions rurales et des agglomérations sont nettement plus nombreuses à répondre par

un « oui » franc à cette mesure que les personnes vivant dans des villes de grande taille.

Adhésion à la reconversion en habitations de bâtiments agricoles, par type d'espace (ill. 38)

«Les anciens bâtiments agricoles (mayens, granges) doivent-ils pouvoir être utilisés comme bâtiments d'habitation en dehors des zones à bâtir ?»



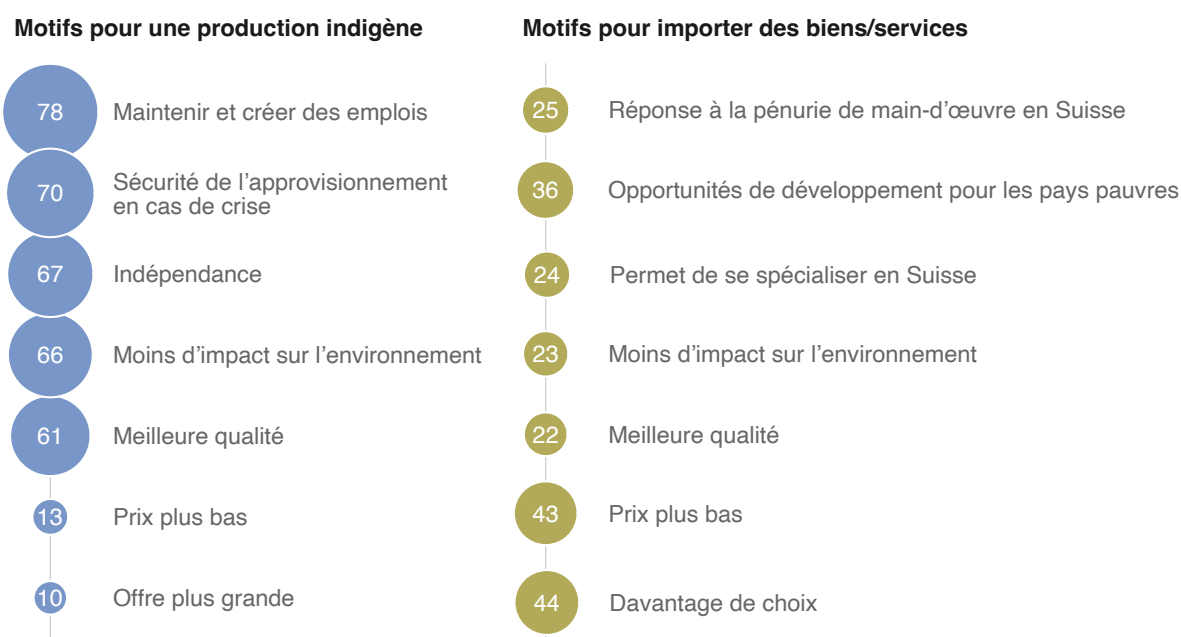
4.5. IDÉALISATION DE LA PRODUCTION INDIGÈNE

L'enquête révèle un besoin généralisé d'accroître le degré d'autosuffisance alimentaire. Afin de mieux cerner les raisons de ce besoin, nous avons interrogé la population sur les avantages offerts par le commerce international en comparaison avec ceux offerts par la production indigène, et ce, en posant la question de manière à la fois générale et directe. Cette dernière est ainsi introduite par la remarque suivante : « En Suisse, le bon équilibre entre le commerce international et la production indigène fait débat. » Sept avantages possibles du commerce extérieur ou de l'importation ont été listés, mais aucun d'entre eux n'a recueilli une majorité des votes. Parmi les sept avantages de la production

indigène proposés, cinq ont été jugés comme étant des motifs importants par au moins 60 % des personnes sondées, et deux ont même atteint ou dépassé la barre des 70 %. Toutefois, la question ne se limite pas ici aux marchandises agricoles.

Comparaison entre importation et production indigène (ill. 39)

«En Suisse, le bon équilibre entre le commerce international et la production indigène fait débat.»
 «Quels sont pour vous des motifs importants pour importer des biens/services ?»
 «A votre avis, quels sont des motifs importants pour une production indigène ?»

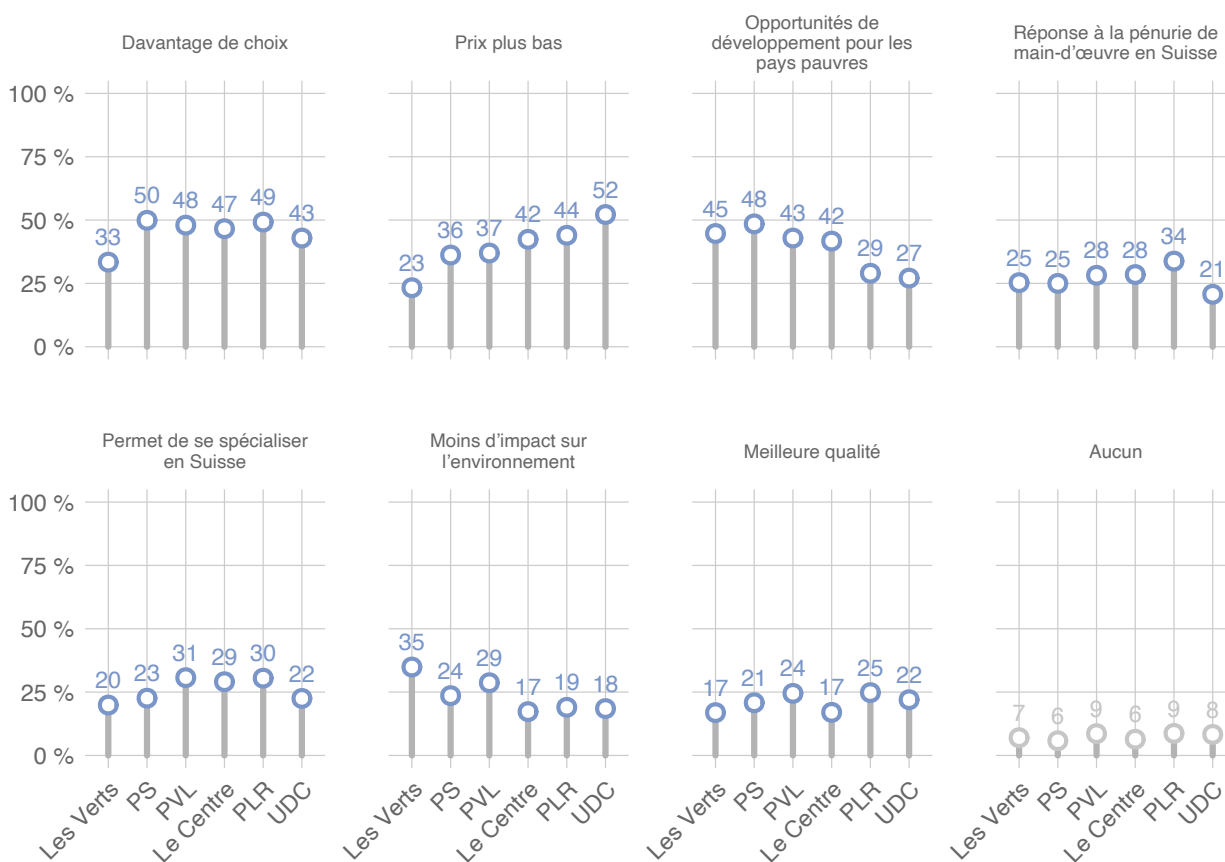


Il est peu étonnant de constater que l'écrasante majorité perçoit les motifs « sécurité de l'approvisionnement en cas de crise » et « indépendance » comme des avantages de la production nationale. Toutefois, le motif considéré comme étant le plus important (78 % des réponses données) concerne ici le maintien et la création d'emplois. Parallèlement, seuls 24 % estiment que l'importation de biens et de services permet une spécialisation de la Suisse. Le célèbre ouvrage d'Adam Smith « La richesse des nations » semble avoir peu marqué les esprits de la population suisse. La notion selon laquelle le commerce permet de créer de la richesse et donc de l'emploi reste peu acquise. La qualité est quant à elle un motif qui divise fortement les personnes interrogées : pour 61 % d'entre elles, la production indigène est

gage de meilleure qualité, alors qu'elles sont seulement 22 % à suivre le même raisonnement pour l'importation. Les réponses ne prennent pas en compte ici le fait que nombreux sont les secteurs où presque tous les produits de qualité, de la voiture aux fruits exotiques en passant par le smartphone, sont aujourd'hui importés. Il est donc évident que la plupart des sondés, lorsqu'ils doivent comparer les produits importés aux produits « swiss made », pensent uniquement à des marchandises pouvant également être produites de manière compétitive en Suisse. D'ailleurs, cet effet de distorsion systématique de la perception ne joue finalement pas un grand rôle au moment de passer à la caisse, car les Suisses se montrent toujours particulièrement friands de produits de qualité importés. Lorsque l'on se penche sur l'évaluation globale, on constate toutefois une idéalisation des marchandises produites en Suisse. Le motif qui concerne l'impact écologique est tout aussi clivant : en effet, 66 % estiment que la production indigène a un moindre impact sur l'environnement, tandis que 23 % seulement partagent cet avis en ce qui concerne les importations, et ce malgré le fait que le transport (à l'échelle nationale ou internationale) ne représente en réalité qu'une petite partie de l'impact environnemental.

Motifs jugés importants pour l'importation en fonction de l'appartenance politique (ill. 40)

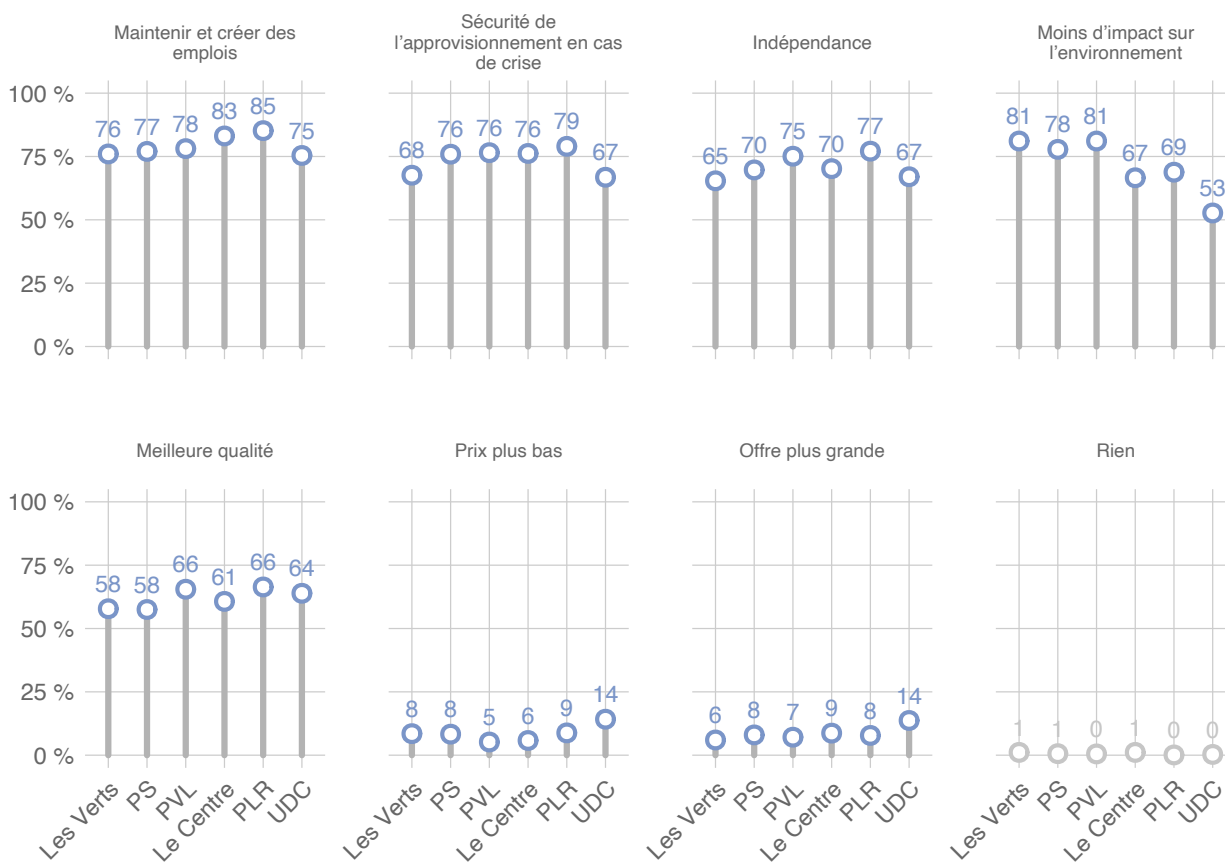
«Quels sont pour vous des motifs importants pour importer des biens/services?»



L'idéalisation de la production nationale est une réalité pour l'ensemble de l'éventail politique ; seul le raisonnement à l'origine de cette idéalisation diffère parfois. Par exemple, les personnes qui se positionnent plutôt à la droite de l'échiquier politique considèrent que les prix plus bas sont une bonne raison d'avoir recours à l'importation. Pour les personnes plutôt à gauche, importer des biens et services est avant tout une opportunité de développement pour les pays plus pauvres. Enfin, en ce qui concerne la qualité, les réponses varient peu.

Motifs jugés importants pour la production indigène en fonction de l'appartenance politique (ill. 41)

«A votre avis, quels sont des motifs importants pour une production indigène?»



Energie et climat

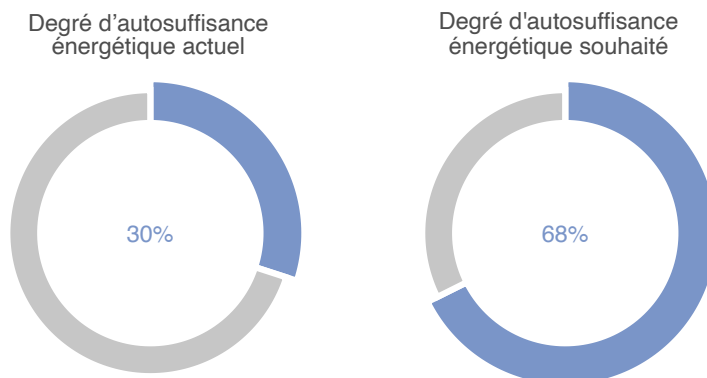
Le second grand dossier du baromètre ville-campagne fenaco 2023 concerne les thèmes de l'énergie et du climat. Au sentiment d'urgence inspiré par le changement climatique s'est ajouté celui provoqué par la guerre en Ukraine. Si la ville et la campagne se rejoignent en matière d'autosuffisance, leurs opinions divergent nettement lorsqu'il est question des conséquences du changement climatique.

5.1. AUTOSUFFISANCE ÉNERGÉTIQUE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu pour conséquence des difficultés d'approvisionnement dans le secteur de l'énergie. Ces pénuries ont suscité un nouveau débat au sujet de l'autonomie en matière d'approvisionnement énergétique. Cette thématique s'est greffée à celle de la transition énergétique, laquelle s'inscrit dans la lutte contre les effets du changement climatique. Actuellement, le degré d'autosuffisance énergétique de la Suisse s'élève à environ 30 %. Cette valeur se réfère à l'ensemble des besoins énergétiques (électricité, carburant, etc.). La population souhaite voir augmenter massivement le degré d'autosuffisance énergétique, pour atteindre les 68 %.

Degrés d'autosuffisance énergétique actuel et souhaité (ill. 42)

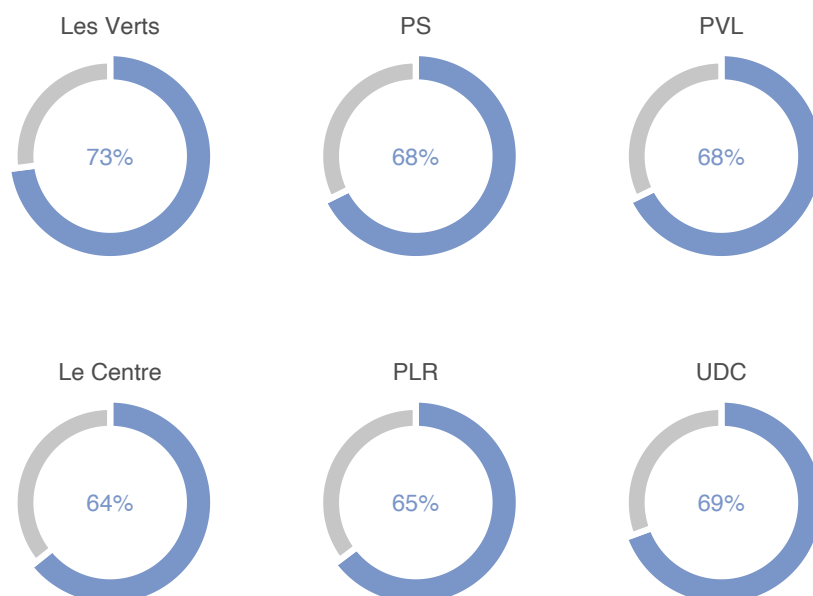
« Actuellement, environ 30 % des besoins énergétiques au total (électricité, carburants, etc.) de la Suisse sont couverts par des sources indigènes. Quel degré d'autosuffisance énergétique la Suisse devrait-elle atteindre dans dix ans (en tenant compte du coût et des bénéfices)? »



Le souhait d'augmentation drastique du degré d'autosuffisance énergétique est commun à l'ensemble des appartenances politiques. Les valeurs exprimées par l'électorat du Centre (64 %) et du PLR (65 %) se situent légèrement en dessous de la moyenne. Le degré d'autosuffisance visé par les Verts, avec 73 %, se situe bien au-dessus de la moyenne. Enfin, l'objectif visé par l'électorat de l'UDC (69 %) se situe quant à lui légèrement au-dessus de la moyenne.

Degrés d'autosuffisance énergétique actuel et souhaité en fonction de l'appartenance politique (ill. 43)

«Actuellement, environ 30 % des besoins énergétiques au total (électricité, carburants, etc.) de la Suisse sont couverts par des sources indigènes. Quel degré d'autosuffisance énergétique la Suisse devrait-elle atteindre dans dix ans (en tenant compte du coût et des bénéfices)?»



Lorsque l'on propose une liste de méthodes potentielles visant à augmenter le degré d'autosuffisance énergétique, nombre d'entre elles recueillent un avis majoritairement favorable. Ainsi, 85 % des Suisses et des Suissesses sont pour installer des panneaux solaires (photovoltaïques) sur les bâtiments, et 65 % sur des surfaces libres. Contrairement au secteur alimentaire, le secteur de l'énergie bénéficie d'une large ouverture d'esprit en matière de nouvelles technologies et d'innovation, tant au niveau de la production que de la consommation. Ainsi, ils sont 65 % à vouloir accroître l'autosuffisance énergétique par le biais d'innovations en matière de consommation d'énergie. Par contre, ils sont seulement 43 % à considérer les économies d'énergie via la non-consommation comme une option. Enfin, seule une minorité des personnes sondées (28 %) envisagent la construction de nouvelles centrales nucléaires pour parvenir à cet objectif dans les dix prochaines années. Deux facteurs peuvent expliquer une valeur aussi basse : la longue durée né-

cessaire à l'étude de projet d'une nouvelle centrale nucléaire et le fait que le combustible requis (l'uranium enrichi) doit être importé depuis des pays situés en dehors de l'espace européen.

Méthodes privilégiées d'augmentation du degré d'autosuffisance énergétique (ill. 44)

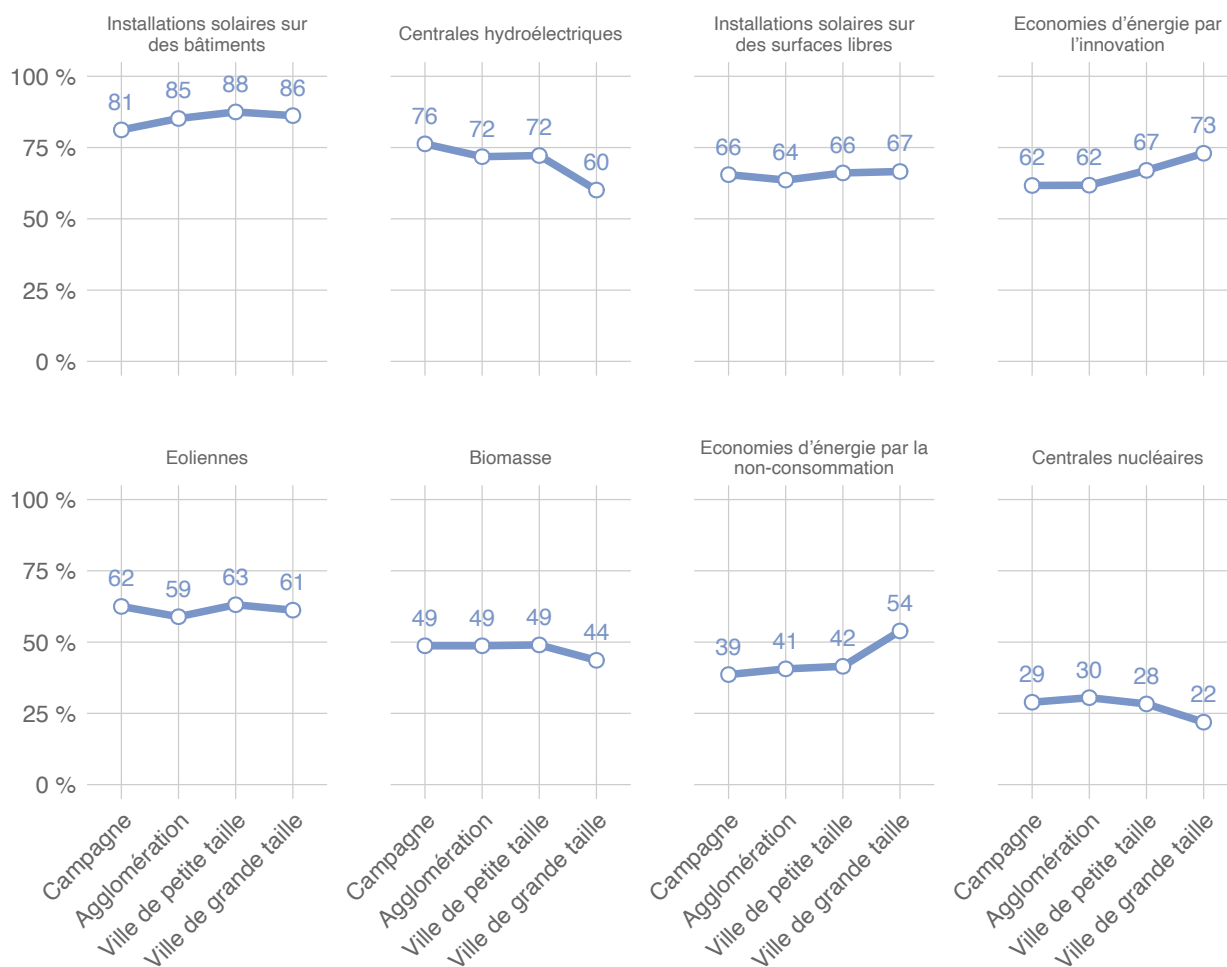
«Quels moyens principalement doivent contribuer à augmenter le taux d'autosuffisance énergétique de la Suisse ces dix prochaines années ? (Plusieurs réponses possibles)»



Globalement, la ville et la campagne s'accordent sur les méthodes permettant d'augmenter le degré d'autosuffisance énergétique. Néanmoins, l'accent est mis pour chaque type d'espace sur des éléments différents. Les centrales hydroélectriques sont ainsi particulièrement populaires dans les régions rurales. A l'inverse, le scepticisme à l'égard de méthodes comme la biomasse et les centrales nucléaires est plus marqué dans les villes de grande taille. C'est pourquoi l'augmentation du degré d'autosuffisance passe avant tout pour ce type d'espace par les économies d'énergie. Les méthodes sur lesquelles ville et campagne s'accordent concernent notamment les installations solaires (photovoltaïques) sur des surfaces libres et les éoliennes.

Augmentation de l'autosuffisance énergétique : méthodes privilégiées, par type d'espace (ill. 45)

«Quels moyens principalement doivent contribuer à augmenter le taux d'autosuffisance énergétique de la Suisse ces dix prochaines années ? (Plusieurs réponses possibles) »

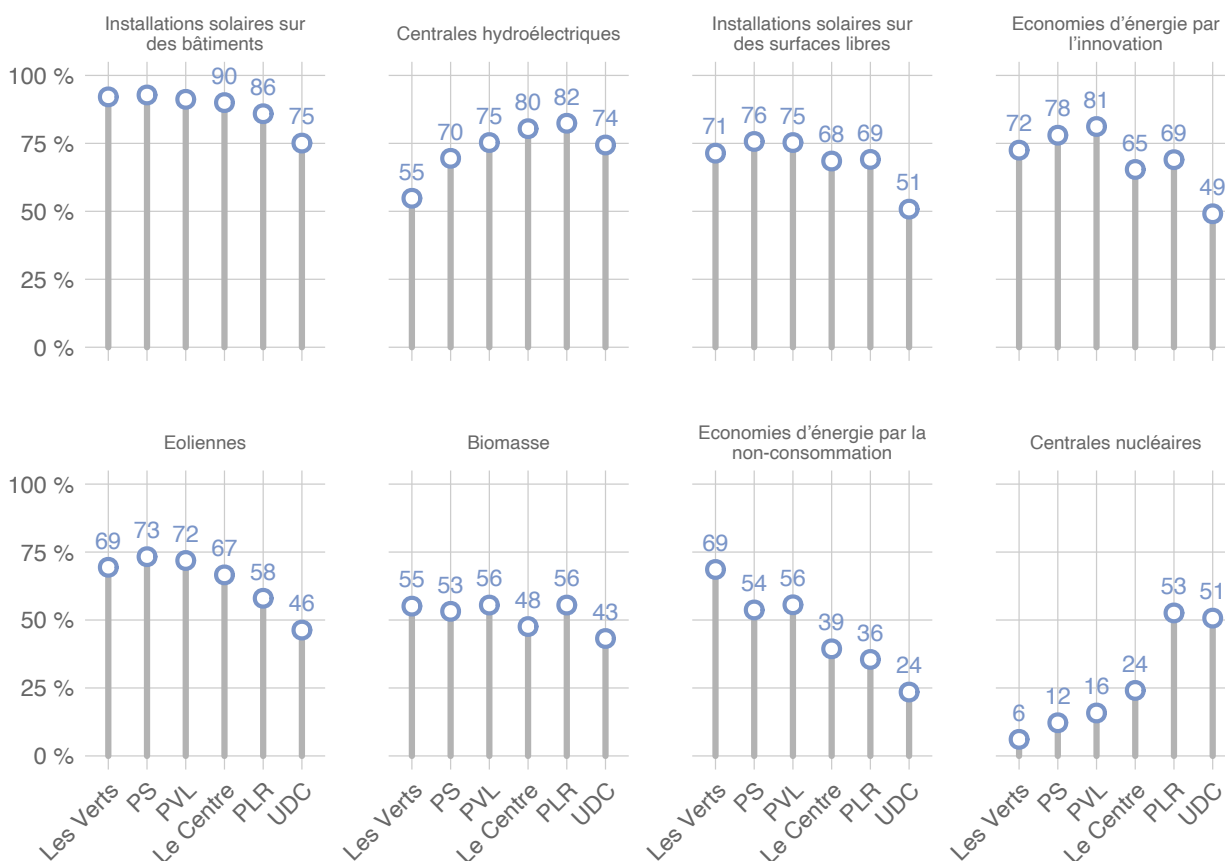


C'est lorsque l'on répartit les résultats en fonction des affiliations politiques que les divergences d'opinion sont les plus marquées. On remarque alors que, comparativement aux autres sensibilités politiques, la base de l'UDC est celle qui se montre la plus réticente à la plupart des méthodes visant à augmenter le degré d'autosuffisance, à l'exception toutefois du nucléaire. En effet, ils sont un peu plus de la moitié parmi les bases de l'UDC et du PLR à voir dans les centrales nucléaires une opportunité d'accroître l'autosuffisance énergétique dans les dix prochaines années. L'orientation politique des personnes interrogées joue également un rôle important en ce qui concerne les économies

d'énergie via la non-consommation : 69 % des partisans des Verts considèrent ainsi que cette solution permet de contribuer de manière importante à l'augmentation du degré d'autosuffisance énergétique, alors qu'ils sont seulement 24 % parmi les partisans de l'UDC.

Méthodes privilégiées pour davantage d'autosuffisance énergétique, par affiliation politique (ill. 46)

«Quels moyens principalement doivent contribuer à augmenter le taux d'autosuffisance énergétique de la Suisse ces dix prochaines années ? (Plusieurs réponses possibles)»



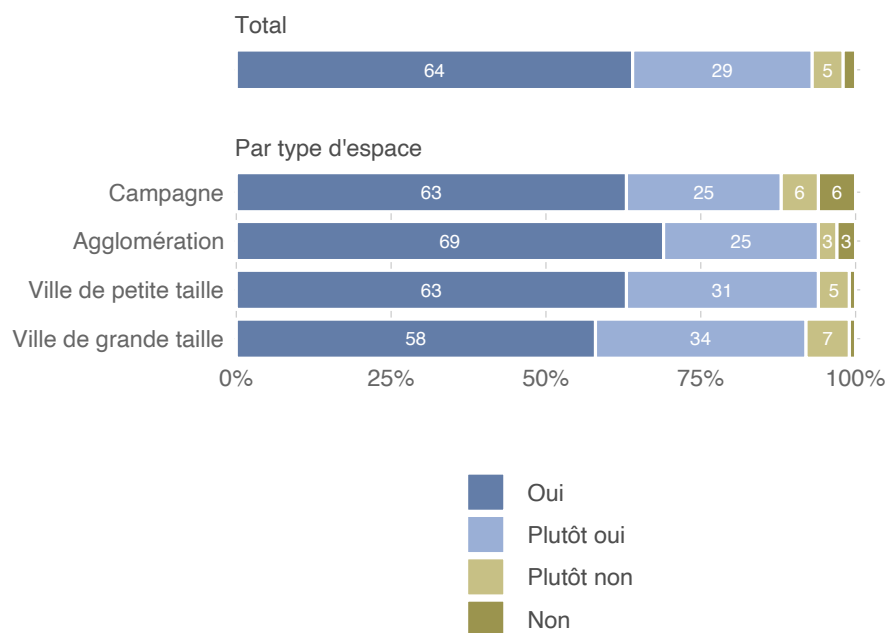
5.2. COMMERCE DE L'ÉNERGIE LOCAL : FORTE ADHÉSION

Les toits des bâtiments commerciaux et agricoles se prêtent tout particulièrement à l'installation de larges panneaux solaires (photovoltaïques), lesquels couvrent souvent plus que les seuls besoins énergétiques des propriétaires. Les particuliers et entreprises qui disposent de telles installations solaires (photovoltaïques) exploitent ainsi en quelque sorte des micro-centrales électriques. Cependant, il est actuellement quasiment impossible pour ces personnes et entités de se positionner sur le marché de l'énergie en tant qu'acteurs indépendants pour y vendre leur électricité à l'échelle régionale, tout l'inverse de ce que souhaiterait la population suisse. L'écrasante majorité des sondés aspirent ainsi à un assouplissement des réglementations en la matière : 64 % s'y disent favorables et 29 %, plutôt favorables. Ils ne sont que 7 % à s'opposer à cette possibilité. Les personnes les moins réticentes à cette idée sont très souvent issues des régions rurales.

**Agriculteurs et commerçants
devraient pouvoir vendre
leur électricité
indépendamment à l'échelle
locale.**

Degré d'adhésion au commerce privé d'énergie solaire, en fonction du type d'espace (ill. 47)

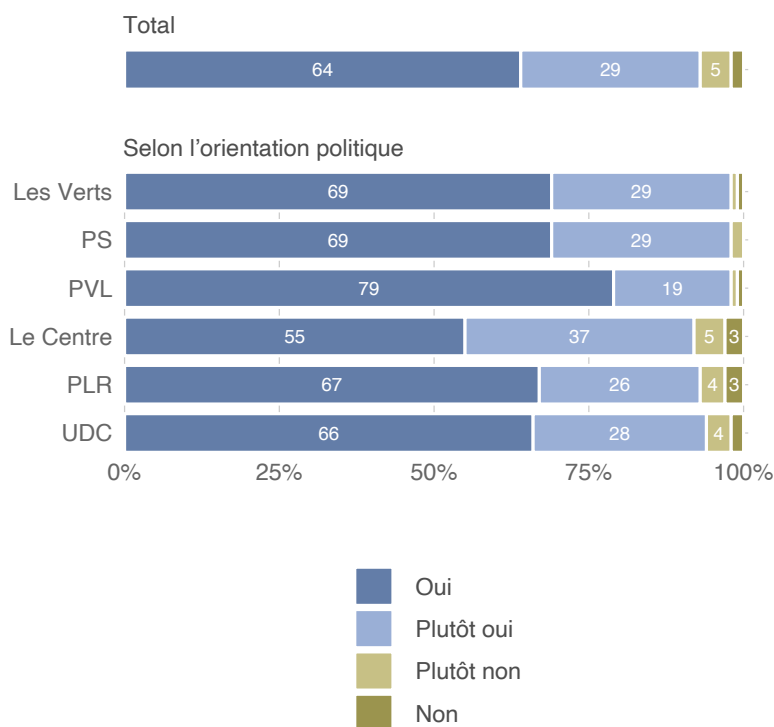
«Aujourd'hui, des bâtiments commerciaux et des fermes sont équipés de grandes installations solaires (photovoltaïques), qui contribuent à la production d'électricité. Les propriétaires doivent-ils avoir la possibilité de vendre cette électricité dans la région ?»



A la question de la commercialisation locale de l'électricité issue de larges panneaux solaires (photovoltaïques) installés sur les toits des bâtiments commerciaux ou agricoles, les différentes affiliations politiques ne révèlent pas de divergences très marquées. L'ensemble de l'éventail politique s'accorde pour octroyer un tel droit aux agricultrices et agriculteurs ou aux commerçantes et commerçants.

Degré d'adhésion au commerce privé d'énergie solaire en fonction des sensibilités politiques (ill. 48)

«Aujourd'hui, des bâtiments commerciaux et des fermes sont équipés de grandes installations solaires (photovoltaïques), qui contribuent à la production d'électricité. Les propriétaires doivent-ils avoir la possibilité de vendre cette électricité dans la région ?»



5.3. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LIEU DE RÉSIDENCE

La Suisse ne disposant que de très peu de ressources naturelles et donc, de combustibles fossiles, un plus haut degré d'autosuffisance énergétique contribue également à la décarbonisation et à la lutte contre le changement climatique. L'autosuffisance énergétique va ainsi mieux de pair avec la lutte contre le réchauffement climatique que l'autosuffisance alimentaire. La majorité des Suisses et des Suissesses ont désormais accepté la dure réalité du changement climatique. Ils ne sont ainsi qu'environ 5 % à penser que le changement climatique n'aura aucun impact significatif, positif ou négatif, sur leur lieu de vie (lieu de résidence). La majorité des personnes interrogées désignent notamment quatre conséquences parmi celles proposées qui,

selon elles, pourraient avoir un impact significatif à leur lieu de résidence : 54 % craignent ainsi le temps sec/la sécheresse, 52 % s'inquiètent de la diminution des chutes de neige, 51 % redoutent les fortes (et désagréables) chaleurs et, enfin, 49 % craignent une hausse de la violence des intempéries. Quant aux potentielles conséquences positives, elles n'auront un impact significatif que pour une minorité des sondés : 17 % espèrent ainsi profiter de davantage de soleil et 14 %, de chaleurs agréables. Si l'on se penche sur les phénomènes météorologiques extrêmes pouvant impacter fortement le lieu de résidence, on constate un écart très marqué entre les intempéries/la sécheresse, désignées par un grand nombre de personnes, et les inondations/glissements de terrain, que peu de personnes considèrent comme étant significatifs. Ces derniers sont en temps normal limités aux zones de danger déclarées, ce qui explique que peu de personnes se sentent concernées.

Conséquences du changement climatique ayant un impact significatif sur le lieu de résidence (ill. 49)

«Quelles conséquences possibles du changement climatique à votre lieu de résidence jouent un rôle particulier pour vous?»



La conséquence du changement climatique qui divise le plus ville et campagne concerne les fortes chaleurs : en effet, 64 % des personnes sondées vivant dans des villes de grande taille considèrent que les fortes et désagréables chaleurs liées au réchauffement climatique auront un impact significatif sur leur lieu de résidence. A l'inverse, elles ne sont que 41 % à partager cet avis en campagne. Cette différence n'est pas étonnante, car le phénomène dit des « îlots de chaleur urbains » est déjà une réalité aujourd'hui. Dû à l'imperméabilisation du sol et à la densité des constructions, il cause une élévation très nette des températures en ville par rapport à la campagne, notamment pendant les nuits estivales. Il est donc évident que les citadines et citadins se sentent les plus touchés par cette conséquence. En contrepartie, il est intéressant de noter que les personnes issues des régions rurales ne se sentent pas plus concernées par l'une ou l'autre de ces conséquences que les citadines et citadins. Ainsi, il n'existe que peu d'écart entre les résultats de la ville et ceux de la campagne en ce qui concerne la sécheresse ou les intempéries, par exemple. La diminution des chutes de neige semble toutefois affecter davantage les régions rurales, mais il faut dire que la neige n'est plus réellement présente dans les grandes villes de nos jours. La campagne craint également légèrement plus les glissements de terrain ; il est d'ailleurs étonnant que l'écart avec les autres types d'espace ne soit pas plus marqué sur ce point.

**Les personnes les plus
concernées par le
changement climatique sont
celles issues des villes de
grande taille.**

Changement climatique : impact significatif sur le lieu de résidence, par type d'espace (ill. 50)

«Quelles conséquences possibles du changement climatique à votre lieu de résidence jouent un rôle particulier pour vous?»

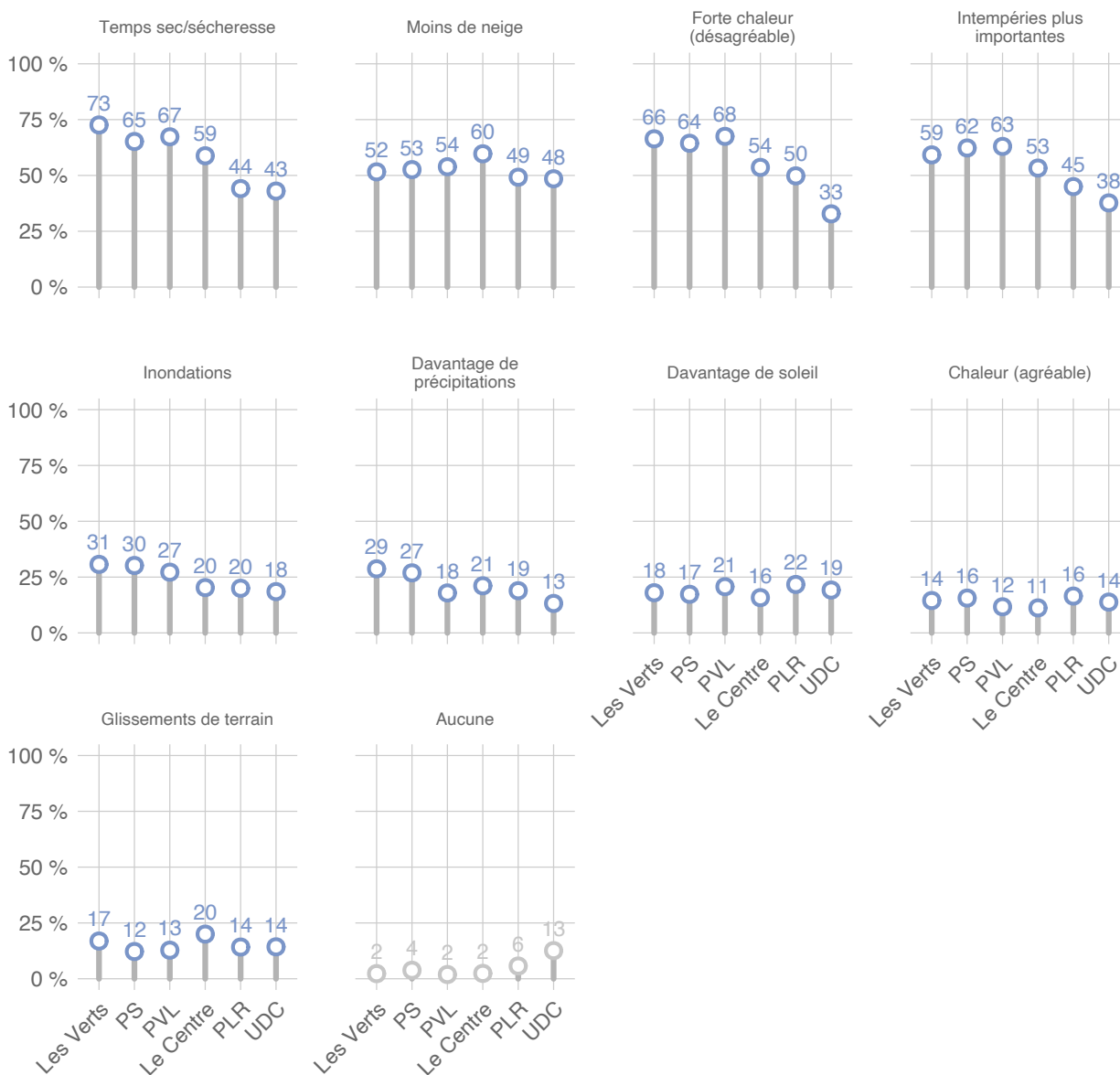


Si les citadines et citadins tendent à se sentir plus concernés par les conséquences du changement climatique, et pas seulement en ce qui concerne les fortes chaleurs, c'est aussi en raison, indirectement, de l'antagonisme politique entre la ville et la campagne. Les personnes qui vivent dans des espaces urbains sont

plus nombreuses à adopter une idéologie de gauche et/ou écologiste.

Changement climatique : impact significatif sur le lieu de résidence, par appartenance politique (ill. 51)

«Quelles conséquences possibles du changement climatique à votre lieu de résidence jouent un rôle particulier pour vous?»

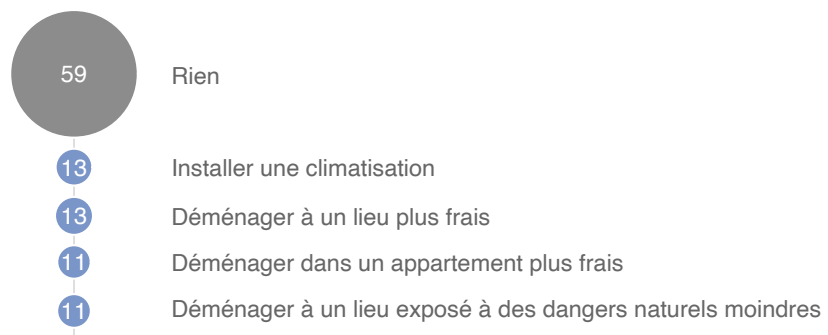


Comme le révèle l'illustration 51, les personnes qui partagent cette sensibilité politique se sentent nettement plus concernées par les conséquences du réchauffement sur leur lieu de vie que celles affiliées au PLR ou à l'UDC. Les antagonismes les

plus marqués entre gauche et droite apparaissent lorsqu'il est question des fortes chaleurs/sécheresses, des inondations et des intempéries. Hormis pour les fortes chaleurs, il n'existe pour les autres conséquences que peu de raisons objectives expliquant ces divergences. Ces résultats prouvent que la perception du changement climatique est fortement liée aux valeurs ancrées en nous. Bien que la crise liée au climat soit aujourd'hui une réalité pour l'ensemble de l'échiquier politique, en évaluer l'ampleur reste un raisonnement teinté par les sensibilités politiques.

Changements envisagés quant à son logement face au réchauffement climatique (ill. 52)

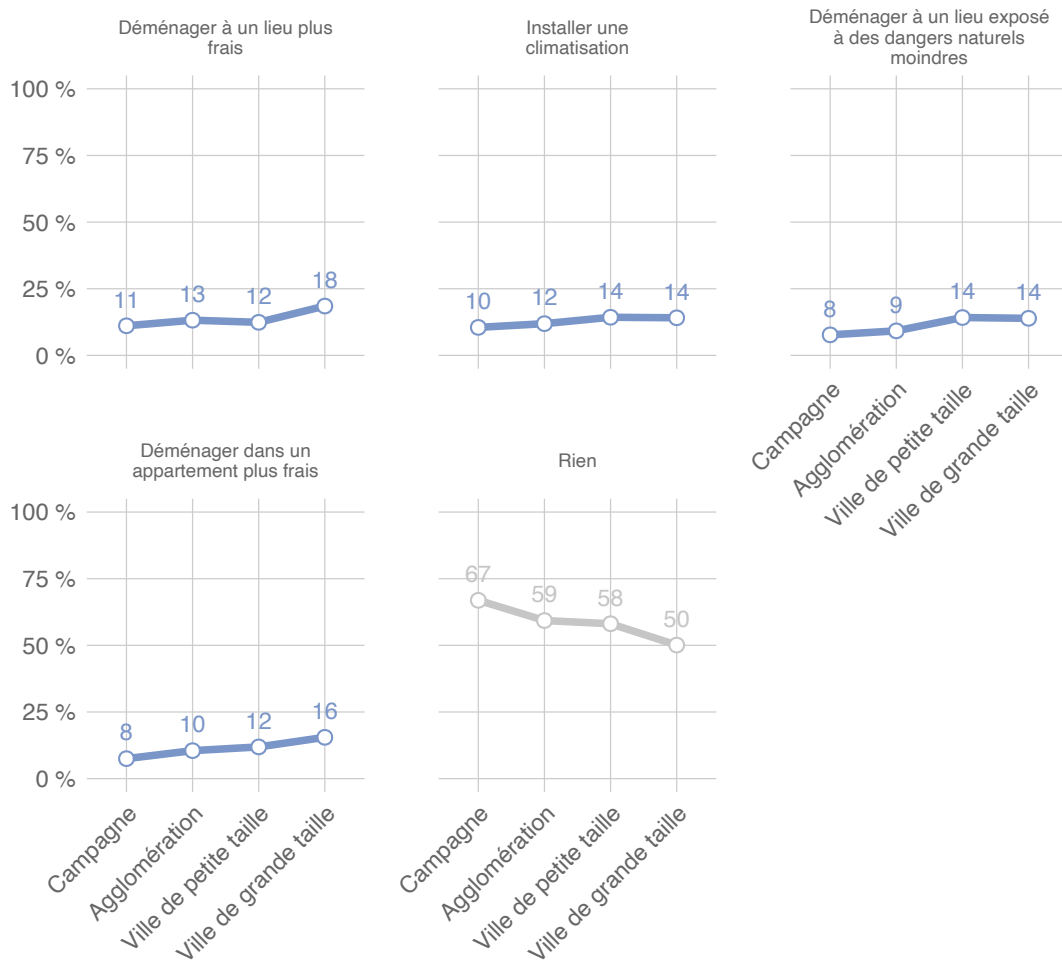
«Qu'envisagez-vous à titre personnel en cas d'aggravation des conséquences du changement climatique en Suisse ?»



L'impact du changement climatique n'est pas sans conséquence pour les personnes interrogées : plus de 40 % d'entre elles envisagent ainsi de repenser leur situation en matière de logement, 13 % pensent déménager dans un lieu plus frais ou installer une climatisation et 11 % songent à déménager dans un appartement plus frais ou une localité moins exposée aux dangers naturels.

Changements envisagés quant à son logement face au réchauffement climatique, par type d'espace (ill. 53)

«Qu'envisagez-vous à titre personnel en cas d'aggravation des conséquences du changement climatique en Suisse ?»



Près d'une personne sur cinq (18 %) qui vit dans une ville de grande taille songe à déménager dans un endroit aux températures plus basses en raison du changement climatique. Certes, songer à déménager ne signifie pas forcément déménager pour de bon. Cependant, l'évolution du climat dans les villes et les îlots de chaleur urbains représente également en Suisse une problématique majeure pour l'attractivité future des villes de grande taille. Paradoxalement, l'exode urbain causé par la chaleur pourrait à l'avenir agir comme un formidable moteur de développement urbain, moteur qui endiguerait le phénomène de densification et contribuerait au mitage du paysage. Alors qu'un citoyen

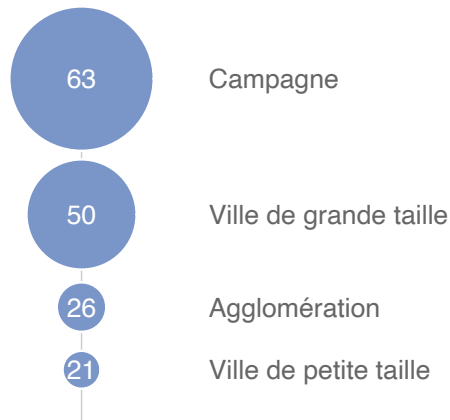
sur deux songe à adapter sa situation en matière de logement en raison du changement climatique, ils sont seulement un sur trois à envisager cette solution à la campagne. Cette statistique confirme que le réchauffement a également un impact beaucoup plus fort sur le lieu de vie dans les régions urbaines que dans les régions rurales.

5.4. CHANGEMENT CLIMATIQUE À LA CAMPAGNE

Comme nous l'avons vu au point 5.3, ce sont surtout les citadines et les citadins qui craignent les répercussions du changement climatique sur leur lieu de vie (lieu de résidence). Les résultats sont différents lorsque la question est posée en des termes plus généraux et que l'on demande aux sondés quel type d'espace sera le plus impacté par les conséquences négatives du réchauffement en Suisse. La réponse est claire : la campagne. 63 % estiment que c'est ce type d'espace qui subira les conséquences les plus néfastes. Seuls 50 % considèrent que les plus touchés seront les populations des villes de grande taille. Les villes de petite taille et les agglomérations ne sont quasiment pas prises en compte : types d'espace intermédiaires, elles n'évoquent pas d'images fortes.

Répercussions du changement climatique attendues sur la ville et la campagne² (ill. 54)

«Selon vous, quel type d'espace sera le plus négativement impacté en Suisse par le changement climatique?»

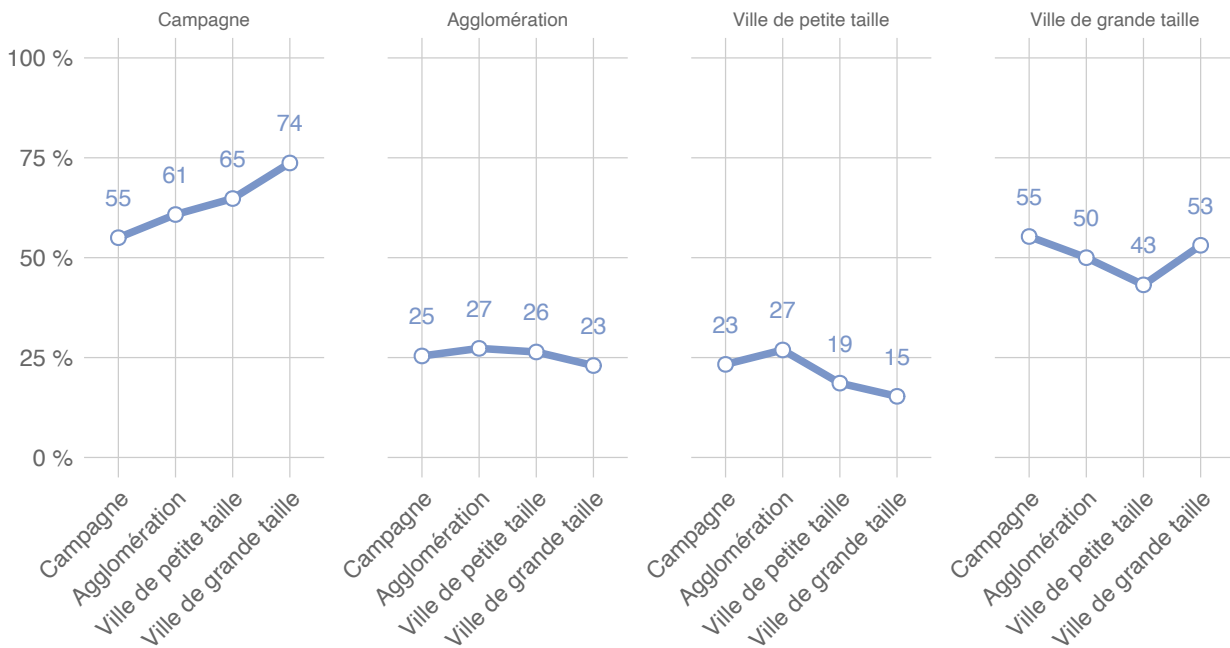


Lorsque l'on pense au réchauffement climatique, les premières images qui nous viennent en tête sont celles d'une campagne touchée par la crise : champs desséchés, récoltes dévastées par la grêle, coulées de boue, pistes de ski sans neige et fonte des glaciers. Concrètement, les citadines et citadins ont cependant plus à craindre des conséquences du réchauffement sur leur lieu de vie (lieu de résidence) que les personnes des régions rurales. Il est vrai que la crise du climat en campagne évoque des images frappantes. Mais, même au sein des espaces ruraux, ils ne sont qu'une minorité à travailler dans le secteur agricole, les glaciers ne représentent pas vraiment un facteur économique et la plupart des personnes n'habitent pas non plus dans des zones exposées aux dangers naturels. A l'inverse, les îlots de chaleur urbains concernent l'ensemble des personnes qui résident dans une ville de grande taille.

²En raison d'une erreur technique dans la version française du questionnaire, l'évaluation de l'ill. 54 se réfère uniquement à la Suisse alémanique.

Changement climatique : répercussions attendues sur la ville et la campagne, par type d'espace³ (ill. 55)

«Selon vous, quel type d'espace sera le plus négativement impacté en Suisse par le changement climatique?»

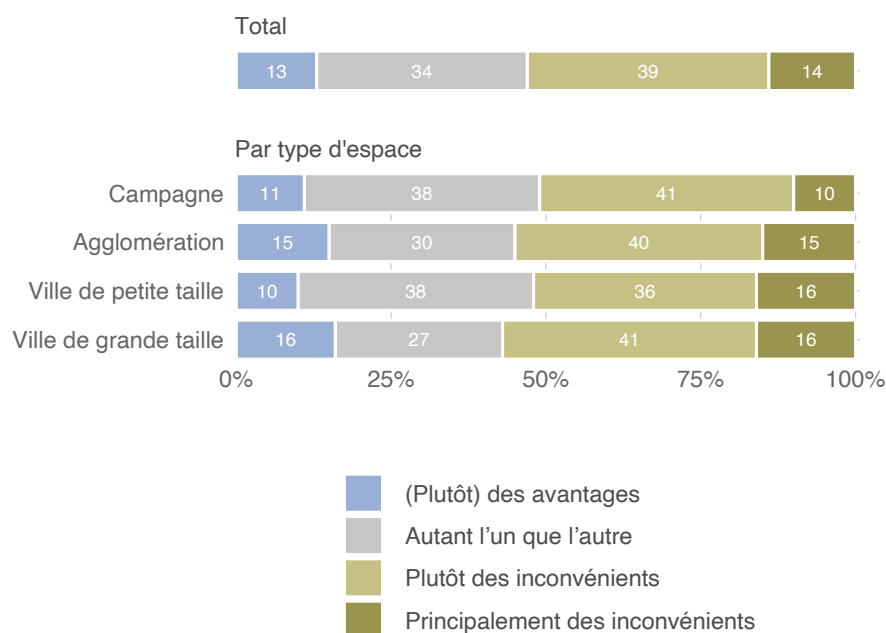


Les images qui viennent en tête concernant le changement climatique à la campagne interpellent même davantage dans les régions plus urbaines que dans les régions rurales elles-mêmes. Comme le montre l'illustration 55, les conséquences sur la campagne sont jugées nettement plus importantes par la population des villes de grande taille que par les villes, voire par la population rurale elle-même. Cette dernière estime que son lieu de vie n'est pas davantage concerné que celui des citadins et des citadines. L'incompréhension de la population urbaine, qui s'étonne du manque de conscience climatique de la population rurale, trouve probablement son origine ici.

³En raison d'une erreur technique dans la version française du questionnaire, l'évaluation de l'ill. 55 se réfère uniquement à la Suisse alémanique.

Répercussions du changement climatique sur l'agriculture suisse : perception par type d'espace (ill. 56)

«Le changement climatique aura également des répercussions sur l'agriculture suisse. A votre avis, cela comporte-t-il plus d'avantages (soleil, chaleur) ou plus d'inconvénients (sécheresse, intempéries) ?»



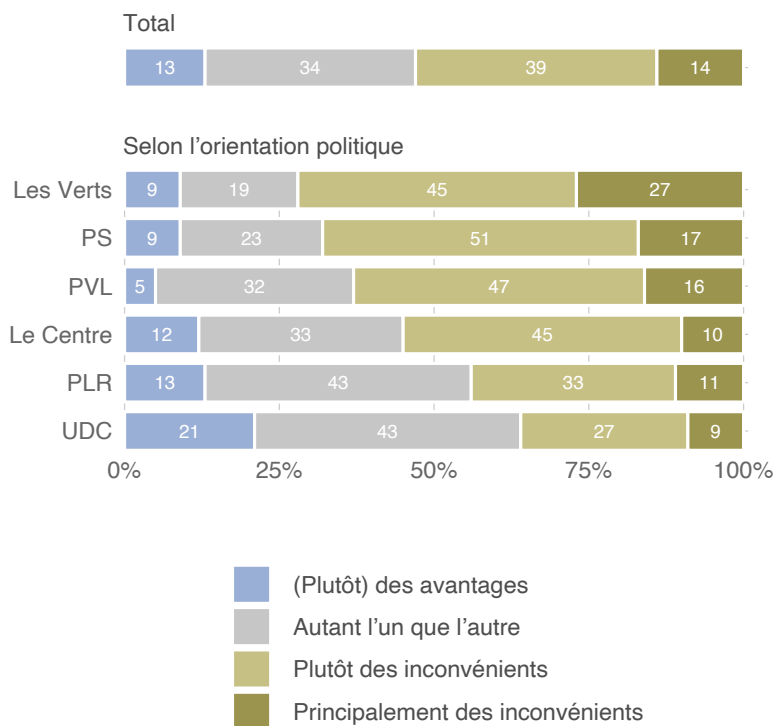
Non seulement les îlots de chaleur urbains pourraient contribuer au mitage du paysage, mais ils pourraient aussi renforcer le potentiel touristique des régions alpines rurales. La bonne vieille expression « prendre le frais » prendra un tout nouveau sens. Outre les stations de sports d'hiver, c'est surtout l'agriculture qui fera face à de gros défis. Pour 53 % des personnes sondées, l'impact du réchauffement climatique sur l'agriculture sera majoritairement défavorable en raison de la sécheresse et des intempéries, ce qui signifie que près de la moitié (47 %) d'entre elles pensent l'inverse. 34 % y voient autant d'avantages que d'inconvénients pour l'agriculture suisse. Enfin, 13 % estiment même que le changement climatique, apportant son lot d'ensoleillement et de chaleur, sera en somme positif pour l'agriculture. Ces perceptions ne diffèrent pas de manière fondamentale selon le type d'espace (ville ou campagne).

Près de la moitié estime que le réchauffement climatique n'aura pas que des effets négatifs pour l'agriculture.

Lorsque l'on tient compte de l'orientation politique des personnes interrogées, on constate que les répercussions du changement climatique sur l'agriculture suisse sont perçues de manière très différente. Plus les personnes se positionnent à la gauche de l'échiquier politique ou plus elles adhèrent aux Verts et plus leur perception est négative. Ainsi, 72 % de l'électorat des Verts considèrent que le changement climatique aura un impact négatif sur l'agriculture suisse. Parmi les personnes affiliées à l'UDC, ce chiffre tombe à 36 %. Cela étant, ils sont aussi seulement 21 % à s'attendre à des conséquences principalement positives. La divergence d'opinion à ce sujet n'en est pas moins marquée. Bien souvent, le scepticisme exprimé par l'UDC à l'égard de mesures drastiques pour lutter contre le réchauffement est perçu comme étant quelque peu contradictoire : traditionnellement, les gens considèrent que les bases de l'UDC sont principalement formées par la classe paysanne qui, en tant que secteur d'activité, est particulièrement et directement impactée par le dérèglement climatique. Les résultats de cette enquête apportent un éclairage sur ce point. Les bases de l'UDC estiment elles aussi que l'agriculture est concernée par le changement climatique : près des deux tiers estiment toutefois que cette situation comportera au moins autant d'avantages pour l'agriculture (chaleur et ensoleillement) que d'inconvénients (sécheresse et intempéries).

Répercussions du changement climatique sur l'agriculture suisse, par appartenance politique (ill. 57)

«Le changement climatique aura également des répercussions sur l'agriculture suisse. A votre avis, cela comporte-t-il plus d'avantages (soleil, chaleur) ou plus d'inconvénients (sécheresse, intempéries)?»



Collecte des données et méthode

DEFINITION DES TYPES D'ESPACE

Les quatre types d'espace employés dans la présente étude se basent sur la typologie OFS « L'espace à caractère urbain, 2012 »⁴. Parmi ces espaces, la « ville de grande taille » désigne les communes correspondant au type OFS « agglomération, centre principal » d'au moins 50 000 habitants. L'espace « ville de petite taille » englobe quant à lui le type « agglomération, centre principal » de moins de 50 000 habitants. Les autres communes d'agglomération ainsi que les communes-centre isolées ont été attribuées au type « périphérie / agglomération ». Enfin, le type « campagne » désigne les communes restantes.

COLLECTE DES DONNÉES ET ÉCHANTILLON

Les données de ce baromètre ville-campagne ont été collectées entre le 18 et le 25 janvier 2023. Les personnes habilitées à voter de Suisse alémanique et de Suisse romande représentent la population de base du sondage. Celles-ci ont été recrutées par le biais d'invitations publiées sur les panels en ligne de l'institut Sotomo

⁴Voir « L'espace à caractère urbain » 2012, OFS 2014

et de la société Bilendi. Les réponses de 3105 personnes ont été intégrées dans l'enquête.

PONDÉRATION REPRÉSENTATIVE

Afin d'obtenir des résultats représentatifs, l'échantillon combiné a été pondéré statistiquement en employant la méthode d'ajustement proportionnel itératif (méthode dite « Iterative Proportional Fitting », aussi connue sous les termes « raking » ou « raking ratio »). Les critères de pondération comprennent le sexe, l'âge, le niveau de formation, le type d'espace et l'appartenance politique (proche d'un parti). Les distributions marginales des critères tels que le sexe, l'âge, le niveau de formation et l'appartenance politique ont été prises en compte séparément pour la Suisse alémanique et la Suisse romande. Cette procédure est le gage d'une belle représentativité socio-démographique de l'échantillon. Pour notre échantillon global, l'intervalle de confiance à 95 % (pour une part de 50 %) est de +/-1,76 point de pourcentage.

SOTCMO